

LE PROJET "GROWING DIVERSITY"

"EN CULTIVANT LA DIVERSITE"

Les résumés des expériences africaines



GRAIN

LE PROJET "GROWING DIVERSITY" "EN CULTIVANT LA DIVERSITÉ"

Les résumés des expériences africaines



Représentation en Afrique Francophone
06 BP 2083 Cotonou - Bénin
Tél. : (229) 33 79 50 / Fax : (229) 33 79 15
E-mail : Jeanne@grain.org / grain@grain.org
web : <http://www.grain.org>

Couverture / Participants à l'atelier ouest-africain Cotonou - Bénin,
Octobre 2001

Les Editions Ruisseaux d'Afrique
04 BP 1154. Tél. : 00 (229) 38 31 86
E-mail : ruisseau@leland.bj
Cotonou - Bénin

© GRAIN 2004

ISBN : 99919-50-96-6

Avant-propos

Le projet « En cultivant la diversité » a été initié en janvier 2000, avec l'objectif d'évaluer la situation de la gestion locale de la biodiversité agricole, et de fournir une plate-forme de discussion et d'échange des expériences entre les différents groupes impliqués. Deux ans plus tard, le projet a atteint son point d'orgue lors d'un atelier international, qui s'est déroulé en Amazonie brésilienne, et a réuni des groupes d'agriculteurs et des ONG venant de l'ensemble du monde en mai 2002.

Entre ces deux dates, un parcours fascinant a été effectué à travers la documentation de plus de 80 expériences locales de gestion de la biodiversité locale de plus de 37 pays, la tenue de cinq ateliers régionaux en Afrique, Asie, Amérique latine et la production de nombreuses informations et matériels éducatifs aux niveaux local, national et international (site www.grain.org/gd).

GRAIN se sent honoré d'avoir été impliquée dans ce projet, et espère qu'il a contribué au renforcement des expériences décrites. Elle espère également que la présente publication « le projet Growing Diversity - En cultivant la diversité », qui regroupe les résumés des expériences de toute l'Afrique (Ouest, Est, Sud et Nord) aidera davantage à promouvoir et renforcer la cause d'une gestion locale de la biodiversité, et évitera la destruction de cette diversité.

Barcelone, Avril 2004,
Henk Hobbelink
Coordinateur
GRAIN

Préface

En Afrique, l'accroissement démographique est une réalité très partagée et difficile à maîtriser. Pour satisfaire les besoins alimentaires de ce nombre croissant de personnes, les paysans et autres fermiers défrichent de plus en plus de terre. Plus les années passent et plus les zones fertiles diminuent. Les forêts classées et autres réserves de faune ou de flore sont menacées de disparition. L'équilibre du système écologique est rompu, et la vie de l'homme est à son tour menacée. Que faire ?

La terre n'étant pas élastique, le génie humain doit exploiter au mieux les ressources naturelles et inventer avec les petits agriculteurs, des méthodes d'augmentation du rendement des terres cultivables ; ou viabiliser et rendre habitables, des zones qui étaient au départ, hostiles à l'homme.

Par quels moyens pouvons-nous donc augmenter la productivité ?

Améliorer naturellement le rendement des grains par croisement des races de semences ?

- Améliorer le rendement par l'enrichissement naturel du sol ?
- Entrer en « partenariat » avec les autres forces de la nature (notamment les prédateurs de bêtes nuisibles à l'homme) ?

Dans cet ouvrage, sont réunies les expériences vécues par des personnes simples, qui ont cru au respect de la nature dans la recherche des solutions, qui ont cultivé la diversité biologique pour améliorer leur rendement et conditions de vie.

L'objectif est de partager avec tous, le fruit du génie ancestral transmis de génération en génération, les avantages de la créativité intuitive et individuelle au service de la communauté. Cela invite à croire en soi, à observer, à se soutenir mutuellement.

Puisse chacun à terme, s'enrichir des expériences des autres.

Mme Béatrice LALINON GBADO

Ecrivain

Conseiller en croissance de la personnalité

Algérie

I- TITRE DE L'EXPERIENCE : Expérience de réhabilitation de la culture de figuier dans l'économie de montagne

AUTEURS : Tahar Ahmed Said, ADPF: Association pour le Développement et la Promotion du Fiquier en Kabylie

PAYS ET LIEU : ALGERIE, Kabylie

RÉSUMÉ

1300 villages sont répartis entre 600 et 1300 mètres d'altitude en Kabylie. Les comités de sages gèrent les problèmes socio-économiques. La femme est l'acteur principal de la gestion et de la préservation de la biodiversité.

L'association a été créée en 1999 par des paysans de la région Ath Maouche. L'un de ses objectifs est de valoriser les figues, notamment par la transformation du surplus de production. Il est également important de valoriser la culture des variétés traditionnelles. Il y a trois types d'arbre : les figuiers mâles, les femelles et les bakours (figuier non fécondé). Le figuier mâle ne produit pas de fruits comestibles ; il sert à la pollinisation. Il y a 6 variétés de figuiers mâles et 25 variétés de figuiers femelles.

Les objectifs de l'ADPF sont : La création de centres de transformation et de conservation des figues fraîches et sèches, pour donner aux agriculteurs l'occasion de commercialiser différemment leur production en figues. La première manifestation que l'association a organisée pour informer et sensibiliser la population sur l'importance du figuier dans la région et les contraintes qu'il subit actuellement, est la foire de la figue avec pour objectifs :

- de donner l'occasion aux paysans de se rencontrer et d'échanger leurs expériences ;
- d'instaurer des traditions visant la revalorisation de

l'esprit communautaire ;

- de promouvoir la culture ancestrale relative à la figue ; de vendre les produits difficiles à écouler ;
- de promouvoir le potentiel agricole inestimable dont dispose la région, et qui est menacé ces dernières années ;
- de sensibiliser les citoyens pour la préservation et l'entretien des figuiers ;
- de promouvoir la production artisanale relative aux figues, notamment la vannerie.

Les contraintes : La culture du figuier en Kabylie revêt un caractère ancestral et l'esprit de tradition si fortement ancré chez les paysans, leur fait encore appliquer certaines méthodes anciennes qui ne cadrent pas toujours avec les connaissances actuelles. La majorité des paysans a été obligé d'utiliser le sol qui se trouvait à sa portée, parfois de qualité médiocre, et constamment dégradé à cause des pentes. Il ne permet que l'arboriculture fruitière essentiellement du figuier et de l'olivier, deux arbres rustiques bien adaptés au climat et à la médiocrité du sol. Parmi les grandes causes de la détérioration actuelle de la valorisation du figuier, il faut signaler :

- le vieillissement des plantations et leur marginalisation dans le choix des terres et les programmes nationaux de développement ;
- la disparition presque totale des services de commercialisation et de soutien ;
- la disparition de collecteurs conditionneurs qui détiennent un savoir et des connaissances pratiques ;
- l'exode (de plus en plus de jeunes quittent leur village à la recherche de «vie meilleure» dans les villes) ;
- le changement des habitudes alimentaires ;
- la concurrence du marché (les clients préfèrent acheter d'autres produits provenant d'ailleurs, coûtant

moins chers, que d'acheter par exemple des figues sèches valant deux fois le prix des dattes) ;

les exigences commerciales qui conditionnent et poussent les paysans à réduire les variétés, et la nécessité de baser leur culture sur celles dont les qualités sont reconnues et répondent à une clientèle moderne, de plus en plus exigeante.

Perspectives : il semble intéressant que des travaux ultérieurs approfondissent l'étude de cet arbre cultivé actuellement, uniquement dans le verger de petits agriculteurs. Pour que sa conservation soit efficace, il faut remédier à toutes les causes de son érosion actuelle, et tenir compte des possibilités qu'apporte cette plante au développement des cultures d'arbres fruitiers en région de montagnes.

CONTACTS :

Tahar Ahmed Said, ADPF: Association pour le Développement et la Promotion du Fiquier en Kabylie - Algérie
E-mail : t.ahmed-said@voila.fr



Photo des participants à l'atelier d'Afrique du Nord, El Oued, Algérie, Novembre 2001

II- TITRE DE L'EXPERIENCE : Expérience de réhabilitation d'une oasis par la communauté mozabite

AUTEURS : Association pour la Protection de l'Environnement de Beni Isguen

PAYS ET LIEU : ALGERIE, Beni Isguen, Chebka du M'zab à 600 km au sud d'Alger.

ZONE ÉCOLOGIQUE : La Chebka du M'zab abrite des palmeraies installées dans les vallées d'un plateau rocheux raviné par les oueds (pluviométrie 90 mm).

RÉSUMÉ

La communauté mozabite est d'origine berbère ; une tradition islamique très forte fonde son art de vivre. Les mozabites vivent du commerce et de l'industrie, et font de la non-violence un facteur de stabilité sociale et de développement économique.

La ville fortifiée de Beni Isguen fait partie des sept villes-palmeraie de la Chebka du M'Zab dont le chef-lieu est Ghardaïa (100 000 habitants). La communauté locale de Beni Isguen est majoritairement composée de commerçants actifs, très soucieux de leur patrimoine culturel et environnemental.

L'aménagement de l'oasis de Beni Isguen date du X^{ème} siècle, il témoigne d'une haute technicité de la maîtrise des eaux de crues et de ruissellement qui a permis l'installation du système étagé oasien : culture du palmier dattier, arboriculture (oliviers, figuiers, vignes, citronniers, orangers...) et culture de plantes annuelles entre les arbres. La Chebka du M'Zab est d'une grande richesse en variétés de palmier dattier. Mais cette diversité est actuellement dangereusement menacée par la maladie du Bayoud, mortelle pour les palmiers dattiers ; par la mutation des modes de vie et par l'arrivée de la logique marchande qui bouleverse ces fragiles écosystèmes cultivés. Avec l'urbanisation de ces zones, la logique qui dominait cette agriculture de sub-

sistance a laissé place à une autre logique marchande entraînant : l'introduction de variétés sélectionnées ayant pour conséquence l'érosion des variétés locales ; un abandon des jardins et donc, un affaiblissement de la maintenance du système oasien (canaux, enherbement, etc.). La situation de l'oasis de Beni Isguen est devenue inquiétante depuis plusieurs années.

C'est suite à cette prise de conscience de la dégradation de son environnement par la communauté, qu'est née l'Association pour la Protection de l'Environnement de Beni Isguen. Elle a été créée en 1988 dans le but de réhabiliter l'oasis et de contribuer à un développement durable des oasis de la région. Plusieurs actions de sensibilisation ont été menées par l'association depuis notamment un projet de réhabilitation des ouvrages de gestion de l'eau, avec un volet formation sur l'agriculture durable comprenant, la mise en place d'une ferme pédagogique ; un projet de conservation *in situ* de la biodiversité du palmier dattier, passant par la multiplication des variétés locales.

CONTACT :

Association pour la Protection de l'Environnement de Beni Isguen, Abimhamed Mohamed, Président de l'association ;
Cité IDER, BP 26947131 Beni - Isguen / Ghardaia - ALGERIE
Tél/fax : 213 29 88 07 85 . BP 213 29 88 07 85 ;
E-mail : apeb89@hotmail.com, ou
mabimhamed@hotmail.com



Plantation de palmiers dattiers à El Oued, Algérie, Novembre 2001

Bénin

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La pêche à Ganvié : la gestion durable des ressources halieutiques par les pêcheurs

AUTEURS : La communauté de Ganvié (Propriétaires d'acadja) et ID - Pêche

PAYS ET LIEU : Bénin, Village : Ganvié, Département de l'Atlantique

ZONE ÉCOLOGIQUE : Village entièrement lacustre

RÉSUMÉ

Ganvié occupe une grande partie du lac Nokoué ouvert sur l'Océan Atlantique par le chenal Totché de Cotonou. L'activité principale qui y est pratiquée est la pêche, et ceux qui l'exercent se sont installés sur le lac vers le 18^e siècle, fuyant les razzias des rois d'Abomey. La division sexuelle du travail est très accentuée : tandis que l'homme s'occupe de la fabrication des engins de pêche, de la capture des produits, de la construction des trous à poissons et de l'aménagement des parcs à branchages dits Acadja, la femme est entièrement responsable des opérations post capture (transformation, conservation, commercialisation) et de l'entretien du ménage. Elle peut également pêcher les crabes nageurs et collecter les huîtres.

La gestion traditionnelle des pêches repose sur trois composantes : la croyance et la crainte des dieux, le respect de la parole des aînés et le contrôle social. Les acteurs de la gestion traditionnelle des pêches sont : les chefs traditionnels, les chefs de collectivités familiales, les chefs féticheurs et les notables. Les parcs de branchages ou acadja restent une pratique qui porte moins atteinte à la conservation de la biodiversité, car contribuent à la régénération des ressources halieutiques. Les interdits

occupent une place de choix dans les mesures traditionnelles d'aménagement. Actuellement, l'Etat et la coopération bilatérale contribuent à la gestion durable des pêches, à travers les comités de pêche. Mais leur succès est mitigé et explique la naissance actuelle de cogestion ou gestion participative de la pêche.

La communauté de Ganvié est très hiérarchisée. L'héritage se fait de père en fils et les pratiques relatives au lignage sont conservées jusqu'à ce jour où cohabitent tendances individualistes et communautaires. Les communautés de pêcheurs utilisent une diversité de techniques et d'engins de pêche. Plusieurs d'entre eux sont dévastateurs et ont des impacts négatifs. La gestion traditionnelle des ressources halieutiques utilise des méthodes d'aménagement spécifiques, avec des interdits associés à des sanctions.

CONTACT :

Pêcheurs propriétaires d'Acadja – Village de Ganvié, ID –
Pêche, 03 BP 3558 – Cotonou – BENIN, Téléphone : 229 32
42 36 Fax : 229 33 05 19 ; 229 33 84 34 ;
E-mail : idehy@yahoo.fr



Des pêcheurs sur l'eau, Iogbin, Août 2000

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La pêche dans le village Dohi

AUTEURS : Association ITONNIN

PAYS ET LIEU : Bénin, Village : Dohi – Département du Mono

ZONE ÉCOLOGIQUE : Zone humide et côtière

RÉSUMÉ

Dohi est un village lacustre du département du Mono, à environ 60 km de Cotonou. L'activité principale est la pêche. Sur le lac Ahémé, au Sud-Ouest du Bénin, une réglementation traditionnelle interdit la pêche pendant une période de deux à trois mois tous les deux ans, pour permettre la reproduction des poissons. Pour la même raison, la pêche est interdite le dimanche, et les contrevenants châtiés et mis en quarantaine. Mais actuellement, la rareté des poissons cause des problèmes de survie aux populations et des jeunes vivent sans perspective, malgré les promesses faites par les hommes politiques au cours des campagnes électorales.

Depuis de nombreuses années, l'on a noté la disparition de certaines espèces de poissons comme la raie, ainsi que l'amenuisement des mangroves, zones de refuges et de reproduction des poissons. L'utilisation abusive des filets à petites mailles a constitué un handicap pour la reproduction. L'ensablement du lac a conduit les gros poissons à migrer vers les zones profondes éloignées. Dans la recherche de solutions aux différents problèmes posés, l'Etat (Direction des Pêches) a interdit certains engins de pêches comme « l'acadja », les filets à mailles fines et l'implantation de barrages (iha), mais sans succès. De nombreux jeunes pêcheurs optent alors pour l'émigration en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Congo et d'autres s'adonnent à la conduite de taxi-moto ou « zémidjan ».

L'association de développement dudit village, dénommée ITONNIN a été créée en 1998, et a pour objectif d'aider les

populations à se prendre en charge, avec la recherche d'autres activités génératrices de revenus. Ainsi, l'Union Communautaire de Développement est chargée de creuser des trous à poissons pour la pisciculture, et de reconstituer les mangroves. Mais, sans grands succès actuellement. Néanmoins, la détermination de cette association à aider à la pérennisation de la pêche artisanale à Dohi, demeure sans faille.

CONTACT :

Association ITONNIN – BP 05 – Sous-Préfecture de Comé
Mono - BENIN

III- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La promotion des technologies endogènes pour le traitement des cultures, « niébé et coton »

AUTEURS : Association IFEDUN – Solidarité (AIS)

PAYS ET LIEU : Bénin, Dassa-Zoumè / Département des collines

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savane

RÉSUMÉ

Dans la région de Dassa-Zoumè, le coton est l'une des principales cultures. Les paysans du département des collines, utilisent des insecticides destinés au coton sur d'autres plantes, surtout celles vivrières comme le niébé et le maïs qui sont des plantes alimentaires. Les intoxications alimentaires humaines et animales sont fréquentes. L'Association IFEDUN – Solidarité (AIS) encadre actuellement une trentaine de groupements de femmes de Bantè et de Dassa, et assure la diffusion des textes régissant l'environnement, ainsi que l'information, l'éducation et la communication sur une radio rurale, radio Ilèma.

Après enquête auprès des personnes âgées ayant vécu l'expérience, la protection des récoltes fait appel aux graines, aux feuilles et à l'huile de neem, ainsi qu'aux coques de néré. Pour la conservation des grains, le neem, le petit piment, le zeste d'orange et la poudre de citron sont souvent utilisés. Malheureusement, l'utilisation des intrants modernes a perverti les habitudes des communautés locales.

Les populations ayant pour une bonne partie, délaissé les méthodes et les pratiques de technologies endogènes au profit des pratiques importées, ces connaissances traditionnelles sont menacées de disparitions. Les expériences relatives aux technologies endogènes sont passées sous silence, à cause des ressources que génèrent les intrants dans la filière coton, soutenue par

l'Etat. Seule la volonté politique nationale permettrait d'arriver à bout de ces contraintes, en valorisant les connaissances traditionnelles.

CONTACT :

Association IFEDUN – Solidarité (AIS) – BP 17 – Dassa-Zoumé
– BENIN, Tél. 229 53 01 79



Une femme, célèbre pour ses actions en faveur de la biodiversité forestière d'Ièma, Dassa-Zoumé, Décembre 2000

IV- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion durable de la faune sauvage et des plantes médicinales dans la région des collines

AUTEURS : Association Culture Communication et Développement (ACCD)

PAYS ET LIEU : Bénin, Village : Ilèma – Département des Collines

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savanes et collines

RÉSUMÉ

Les données culturelles du pays IDAASHA trouvent leur origine dans l'histoire et la géographie de la région. Le cadre géographique et le peuplement Idaasha sont intimement liés, car c'est son attrait qui a conditionné l'installation des populations. La création de la grande majorité des villages et autres fermes du pays Idaasha a pour origine les chasseurs. Ceux-ci et leurs concitoyens ont, depuis la nuit des temps, eu recours presque exclusivement aux guérisseurs traditionnels pour le traitement de toutes les pathologies. Ces deux confréries sont les principaux gestionnaires locaux de la diversité biologique de la région.

En 1996, la confrérie des chasseurs a demandé officiellement le soutien de l'ACCD. L'organisation des chasseurs est issue d'un système traditionnel basé sur le respect d'une hiérarchie sociale bien déterminée, avec différentes strates ethniques (maxi ou idaasha), locales et régionales. Au sein de la confrérie des chasseurs, il existe un code éthique et déontologique respecté de tous. Les règles sont multiples. Il faut par exemple éviter d'abattre les femelles et les petits des animaux. Autrefois, la chasse des animaux était exclusivement destinée à l'alimentation familiale et non à la commercialisation.

La confrérie des guérisseurs traditionnels, comme celle des chasseurs, appartient à un monde où l'oralité règne, et l'écriture est absente. Ce monde où les mots et les gestes ont leur

valeur émotionnelle, fortement teintée de subjectivités et de personnalités. Plusieurs associations de guérisseurs traditionnels se retrouvent dans le regroupement des chasseurs de l'ACCD, avec des membres reconnus pour leurs bonnes prestations au sein des populations. Les espèces végétales médicinales se raréfiant avec la pression démographique, la plus grande majorité des guérisseurs traditionnels possède un jardin ou ferme botanique personnelle. Dans le même temps, des initiatives ont été prises pour l'établissement d'un jardin botanique médicinal commun aux guérisseurs Idaasha.

CONTACT :

Association Culture Communication et Développement (ACCD), BP 125 – Dassa-Zoumé – Tél. 229 53 00 75 – Fax 229 53 00 75 / 53 01 37, Email : radioilema@voilà.fr

V- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : **Pratiques agricoles traditionnelles utilisables en agriculture biologique**

AUTEURS : **Organisation Béninoise pour la Promotion de l'Agriculture biologique, OBEPAB**

PAYS ET LIEU : **Bénin, Village : Dan Setto / Région d'Abomey, Département du Zou**

ZONE ÉCOLOGIQUE : **Savane**

RÉSUMÉ

La plupart des terres de Dan Setto ont été épuisées après de longues années d'exploitation. Les producteurs de Gnizoumey situent l'utilisation de tchotchokpo en agriculture, au début des années 1980, sur le plateau de terre de barre d'Abomey. A cette période, l'utilisation du tchotchokpo comme engrais minéral a été découverte de façon empirique par des villageois. En effet, les tourteaux de palmiste étaient jetés comme des ordures dans les alentours des villages. Ayant constaté que les champs cultivés aux endroits où ces « ordures » étaient répandues, produisaient mieux que les autres champs, des initiatives timides d'utilisation de ces tourteaux comme engrais ont été prises.

Les producteurs affirment que les rendements des champs de maïs ou de coton, obtenus avec le tchotchokpo sont parfois équivalents à ceux obtenus avec les engrais minéraux. De plus, ils ont observé que certains organismes vivants du sol tels que les vers de terre, les mille pattes, les termites et certaines fourmis sont plus présents sur les sols qui ont reçu le tchotchokpo, que ceux qui ont reçu des engrais minéraux. Le tchotchokpo contribue donc à une meilleure conservation des ressources biologiques du sol. Il est actuellement fortement sollicité dans la culture du cotonnier, et sa promotion est assurée par l'Organisation Béninoise pour la Promotion de l'Agriculture Biologique (OBEPAB).

CONTACT :

Organisation Béninoise pour la Promotion de l'Agriculture Biologique (OBEPAB), 02 BP 8033 – Cotonou – BENIN,
Tél. 229 35 14 97 –
Fax 229 30 02 76, Email : obepab@bowintnet.bj

VI- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion intégrée des ressources biologiques agricoles dans la Sous-Préfecture d'Adjohoun : contribution des medias traditionnels

AUTEURS :

- Groupe AYIMANBOU de la commune de Akpadanou
- Groupe GOGNON de la commune de Fanvi
- Groupes ADJOGAN et MASSAVO de la commune de Démè
- Organisation des Femmes pour la gestion de l'Energie, de l'Environnement et la promotion d'un Développement Intégré (OFEDI)

PAYS ET LIEU : Bénin, Village : Akpadanou, Fanvi, Démè, Région d'Adjohoun

ZONE ÉCOLOGIQUE : Zone humide, Vallée de l'Ouémé

RÉSUMÉ

A Adjohoun comme dans la plupart des villages africains, les médias traditionnels jouent un grand rôle dans la conservation des ressources biologiques. La stratégie de gestion endogène de l'agrobiodiversité est transmise de génération en génération, depuis des millénaires, à travers des chants, des contes, des proverbes, des devinettes... qui constituent des canaux par excellence pour le transfert des connaissances traditionnelles. Un concours des médias traditionnels, doté de prix a été organisé le 11 Août 2001, dans la sous-préfecture d'Adjohoun, et enregistré sur une cassette vidéo de plus de deux heures en langues nationales et en français. Pour évaluer objectivement les différents groupes, une grille de critères a été élaborée par les membres de jury. Ce concours a été une occasion d'échanges entre les différents groupes candidats et la population.

Des informations et enseignements tirés des différentes prestations, l'on peut citer :

- Les causes de la perte de la diversité biologique agricole, avec le prélèvement abusif des ressources ligneuses et fauniques, l'utilisation de filets à mailles très petites qui capturent même les alevins, « MEDOKPOKONOU », la chasse intensive et non restrictive...
- L'utilité et les bienfaits de l'agrobiodiversité, comme l'assurance d'une alimentation saine et équilibrée, les multiples fonctions de l'arbre (ombre, bois d'œuvre, bois-énergie, médicament, ornement...), la contribution à la productivité des animaux aquatiques...
- Les conséquences de la perte des ressources biologiques agricoles, avec l'appauvrissement en poissons des plans d'eau, la baisse de la productivité des cultures, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour les denrées alimentaires...
- Les modes de gestion locale de la diversité biologique agricole, avec la création des forêts sacrées et leur respect, la non exécution des animaux en sommeil ou en gestation, l'éducation des enfants assurant la transmission des connaissances endogènes relatives à la gestion de l'agrobiodiversité.

CONTACT :

Organisation des Femmes pour la gestion de l'Energie, de l'Environnement et la Promotion d'un Développement Intégré (OFEDI) - 04 BP 1530, Cotonou – BENIN, Tél. 229 30 29 53
– Fax 229 30 30 84 ; Email : djinadoulalice@yahoo.fr



Groupe traditionnel féminin chantant les merveilles de la biodiversité d'Adjohoun, Bénin, Août 2001

VII- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La domestication et la culture des ignames en Afrique de l'Ouest

AUTEURS :

- Communautés villageoises d'Ando-Kpomey (Togo), de Wawa (Togo), de Djigbé (Bénin), de Bantè (Bénin) et de Dabakala (Côte d'Ivoire)
- Coordination du Projet « Promouvoir la diversité biologique en Afrique de l'Ouest »

PAYS ET LIEU : Bénin, Côte d'Ivoire et Togo, Villages : Ando-Kpomey (Togo), Wawa (Togo), Djigbé (Bénin), Bantè (Bénin), Dabakala (Côte d'Ivoire)

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savanes

RÉSUMÉ

En Afrique de l'Ouest, l'igname joue un rôle très important dans l'alimentation humaine. Plusieurs espèces d'igname sont originaires de la sous-région, de la Guinée au Cameroun. Encore de nos jours, certaines espèces sauvages sont toujours en cours de domestication, même si cette activité tend à s'amenuiser et à n'être exercée que par des personnes âgées de 50 à 60 ans, dans la plupart des cas. Le plus souvent, même si les domesticateurs appartiennent à des ethnies qui ont apporté une grande contribution à la culture de l'igname, ceux-ci agissent individuellement, car la domestication de l'igname n'est pas une activité collective. Les descriptions de domestication de l'igname faites par les Nagot de Bantè, les Aïzo de Djigbé et les agriculteurs de Wawa au Togo montrent que les méthodes varient d'une ethnie à l'autre, d'une région à l'autre, et d'un pays à l'autre.

Au Bénin, en Côte d'Ivoire comme au Togo, les cultivateurs d'igname sont des paysans individuels, évoluant dans des zones ou des villages reconnus comme spécifiques à la culture de cette denrée. L'enquête réalisée auprès des paysans producteurs

d'igname dans la région de Kévè, a montré que les paysans sont confrontés à des contraintes comme la disparition de certaines variétés, (Ex. Kpoka, hyanyassi) du Togo, et que des variétés sont introduites du Bénin, du Togo et du Ghana. En Côte d'Ivoire, l'igname qui constitue la principale culture vivrière en tonnage, est cultivée une seule fois sur une parcelle, et est de ce fait dévastatrice des ressources biologiques. Des pratiques culturelles mises au point par des paysans du Bénin, permettent de faire plusieurs cycles de cultures d'igname sur le même terrain, en intercalant différentes cultures (céréales, légumineuses, coton) par rotation. Des voyages d'études ont alors été initiés auprès de paysans béninois, au profit des paysans ivoiriens.

CONTACT :

Communautés villageoises d'Ando-Kpomey (Togo), de Wawa (Togo), de Djigbé (Bénin) et de Bantè (Bénin) S/C
Coordination du Projet « Promouvoir la diversité biologique en Afrique de l'Ouest » 06 BP 2083 - Cotonou – BENIN,
Tél. 229 33 79 50 – Fax 229 33 79 15 –
Email : jzoundjhekon@firstnet.bj



Plantation d'ignames à Ando-Kpomey, Togo, Septembre 2001

VIII- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion de l'agrobiodiversité dans le village littoral d'Avlékété : rôle des femmes.

AUTEURS : Groupements « Yémalin » d'Avlékété-île (Organisation des Femmes pour la gestion de l'Energie, de l'Environnement et la promotion d'un développement Intégré (OFEDI)) et « Affodoté » d'Avlékété-Houta

PAYS ET LIEU : Bénin, Village : Avlékété, Département du Littoral

ZONE ÉCOLOGIQUE : Zone littorale avec des mangroves

RÉSUMÉ

Situé à environ 25 km de Cotonou, Avlékété se trouve au Sud du Bénin, dans une zone littorale qui comporte des écosystèmes extrêmement fragiles, dont les mangroves avec des animaux et des végétaux adaptés à ces milieux. La population, en partie d'origine ghanéenne (Ghin et Ewé) pratique la pêche, l'agriculture et l'élevage. La vie économique du village est animée en majorité par les femmes qui travaillent individuellement ou en groupes.

La société traditionnelle est organisée autour d'un chef de village. Autrefois, un jour de repos a été décrété. Dénommé ZOGBODOGAN, il a lieu tous les neuf (9) jours. Ce jour-là, agriculteurs et pêcheurs étant au repos, effectuent en commun tous les travaux de salubrité, de réparation de leurs filets, des barques ou débattent de la vie publique. Ce jour étant également le jour de fêtes des fétiches Vodoun, celui qui enfreint à la règle de repos paie une très forte amende, et peut même y perdre sa vie ou l'un de ses proches.

Avec l'explosion démographique et la surexploitation des ressources biologiques, des problèmes se posaient. Depuis 1995, l'ONG OFEDI aide les femmes à mieux structurer leur action économique basée sur une meilleure utilisation des

ressources biologiques dans le respect de la nature et surtout des connaissances traditionnelles. Les populations d'Avlékété ont plusieurs pratiques et interdits qui leur permettent de régler leur vie quotidienne, et de gérer au mieux les ressources naturelles. Dans le but de protéger la diversité biologique des mangroves, diverses activités intégrées ont été initiées pour amener les femmes à ne plus déraciner les palétuviers qui constituent les mangroves. Il s'agit de la construction des foyers économiques, de la plantation d'arbres, du maraîchage, des séances de sensibilisation, et de la mise sur pied d'une Caisse Rurale d'Épargne et Prêt (CREP).

CONTACT :

Organisation des Femmes pour la gestion de l'Energie, de l'Environnement et la promotion d'un Développement Intégré (OFEDI), 04 BP 1530, Cotonou – BENIN, Tél. 229 30 29 53 – Fax 229 30 30 84 ; Email : djinadoulalice@yahoo.fr



Mangroves de Tagbin, Bénin, Août 2000

Botswana

I- TITRE DE L'EXPERIENCE : Agriculture intégrée avec les agriculteurs Chadibe du Botswana de l'EST.

AUTEUR : DOROTHY Ndaba

RESUME :

L'étude est centrée sur une communauté dont on analyse les méthodes de sauvegarde de la tradition et des semences. On s'intéresse également à l'interface entre la gestion des ressources naturelles et les systèmes de production agricole. On a mis à jour l'érosion du savoir en ce qui concerne la production et la sauvegarde des semences d'une génération à l'autre. Ensuite, l'étude précise les actions de certaines ONG pour tenter de raviver les systèmes de connaissances locales sur la question. Elle fournit des détails sur des problèmes annexes liés à la sécurité des semences (et par conséquent à la nourriture) dans des communautés agricoles constituées de petits agriculteurs. Elle attire l'attention sur certains facteurs importants, dans l'histoire récente des méthodes pour fournir les semences au Botswana, parmi lesquels :

- la décimation des réserves de graines due à des sécheresses incessantes,
- la politique du gouvernement, lequel fournit les semences qui proviennent de l'industrie aux agriculteurs, ainsi que l'absence de certaines cultures et variétés dans l'industrie grainetière, surtout si celles-ci n'ont aucune valeur marchande.

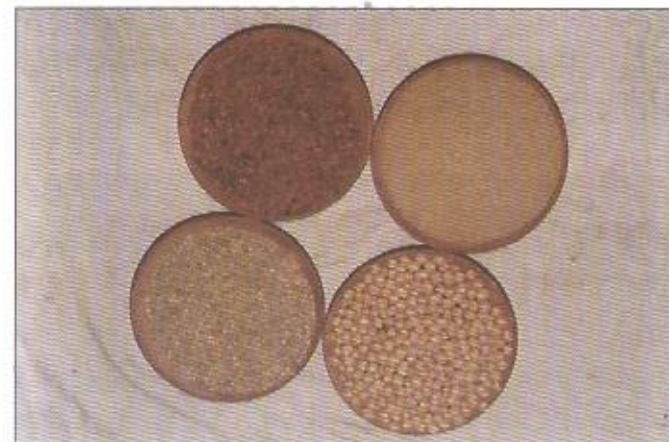
L'étude fournit des informations sur l'ensemble de la chaîne de production des semences, pour certaines cultures traditionnelles au Botswana, comme les melons, le sorgho et les doliques.

Elle renseigne largement sur les savoirs traditionnels de la communauté interrogée.

CONTACT:

Permaculture Trust of Botswana-PO Box 31113-Serowe-BOTSWANA Tél : (267) 432 428.

E-mail : permclt@botsnet.bw



Graines de voandzou, mil, fonio et sorgho



Epis de mil

Burkina Faso

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La valorisation des légumes traditionnels sauvages par les femmes de Karma

AUTEURS : Groupement des femmes de Karma et Association pour le Développement des Techniques Agro-Ecologiques (ADTAE)

PAYS ET LIEU : Burkina Faso, Karma

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savanes

RÉSUMÉ

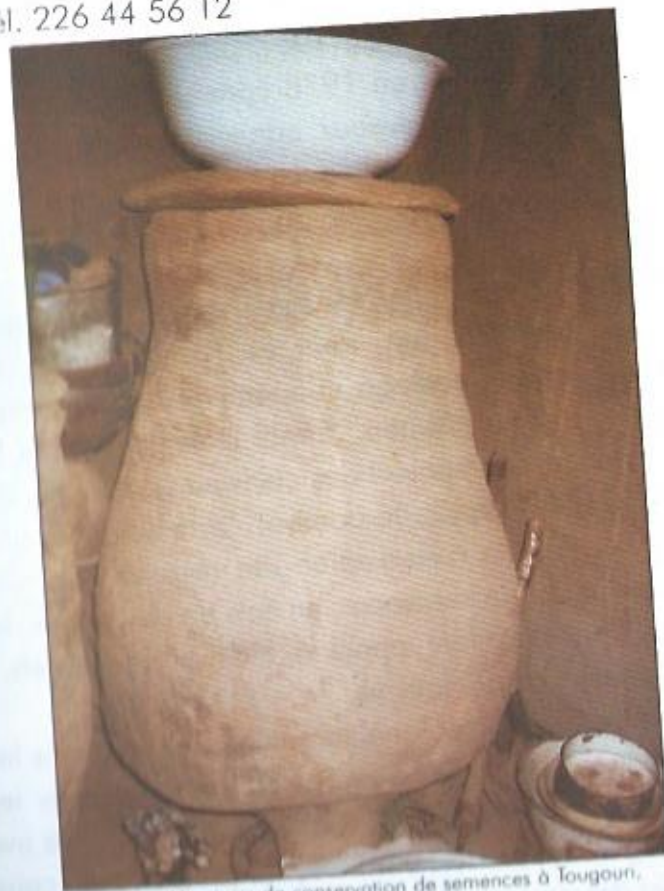
Karma, est un village situé à une vingtaine de kilomètres de Ouayigouha, dans l'extrême Nord du Burkina-Faso où habitent les Télem, un peuple mystique qui a migré vers les falaises de Bandiagara, dans l'actuel Mali. Dans ce village cohabitent les Mossi, agriculteurs, et les peuhls, éleveurs. Conscient des menaces qui planent sur leurs ressources alimentaires avec la monoculture, le groupement des femmes de Karma, appelé Relwendé ou « nous fondons notre espoir sur Dieu » a été créé en 1994, et son dynamisme force actuellement l'admiration des populations villageoises.

Ces femmes ont décidé de valoriser les plantes alimentaires traditionnelles à travers le savoir-faire culinaire ancestral et en bannissant de leurs pratiques agricoles, l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides. La priorité est accordée à la culture des légumes sauvages qui contribuent à leur subsistance et accroît la qualité de leur alimentation, à côté du maraîchage classique. De plus, elles collectent et sèchent de nombreux légumes traditionnels sauvages dont les noms scientifiques ne sont pas toujours connus et qui sont aujourd'hui moins nom-

breux qu'il y a 50 ans. Elles ont mis en place une banque de semences de légumes sauvages, rarement cultivés. Mais l'absence de revenus substantiels issus de cette activité et le désintérêt des autres membres de la communauté villageoise constituent des contraintes.

CONTACT :

Association pour le Développement des Techniques Agro-Ecologiques (ADTAE) : Saïbou OUEDRAOGO, S/C Georges ZONGO – 01 BP 3797 – Ouagadougou 01 – BURKINA FASO, Tél. 226 44 56 12



Une jarre de conservation de semences à Tougouri, Burkina Faso, Août 2000

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Le système de conservation des semences par les paysans au Burkina Faso

AUTEURS : Fédération Nationale des Groupements Naam, (FNGN)

PAYS ET LIEU : Burkina Faso, Villages : Gassan, Koungny, Kaïn et Pobé-Mengao ; Province du Yatenga

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savanes soudanaises

RÉSUMÉ

La Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) est l'une des plus importantes organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest. Elle a été créée en 1967 par Bernard Lédéa OUEDRAOGO, et reconnue en 1978 comme ONG. Elle possède des structures à tous les niveaux administratifs du pays : village, département, province et nation. La FNGN travaille avec les villageois et collabore avec les organismes d'Etat et d'autres ONG.

L'expérience de conservation de semences concerne quatre villages : Gassan, Koungny, Kaïn et Pobé-Mengao et trois provinces : Nanyala, Yatenga et Soum. Les ethnies que l'on y retrouve sont : Mossi, Bwaba, Samo, Dafing, Peuhl et Dogon. Dans le Yatenga, les populations cultivent le mil chandelle, le sorgho, le niébé, le maïs, le gombo, l'arachide, l'oseille et le pois de terre. Pour la conservation des récoltes destinées à la consommation ou aux semences, en épis ou en graines, les pratiques traditionnelles font appel à différents matériels, techniques et plantes conservatrices.

Parmi les matériels de conservation utilisés, nous avons les greniers multiformes en paille ou en banco pour conserver les épis en vrac ou en bottes, les jarres très variées construites avec de la terre argileuse pétrie, avec de la paille pour conserver uniquement des graines ; les canaris, les marmites, les gourdes,

les sacs sont aussi utilisés pour stocker les récoltes destinées à la consommation ou aux semences. Pour lutter contre les termites, les villageois utilisent les résidus de beurre de karité pour badigeonner les greniers, les excréments d'animaux, les cendres de karité, la fumée dans les cases, etc. La sélection des semences est assurée par le chef de famille, et est parfois associée à des rituels socio-culturels ou religieux.

CONTACT :

Fédération Nationale des Groupements Naam, BP 100 – Ouahigouya – BURKINÀ FASO, Tél. 226 55 04 11 / 55 42 92 – Fax 226 55 01 62 - Email : fngnagf@fasonet.bf

Côte d'Ivoire

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion participative de la biodiversité dans l'aire communautaire du site des Monts-Tingui
AUTEURS : Communautés villageoises du site des Monts-Tingui, et Projet GEPRENAF

RÉSUMÉ

Le projet de gestion participative des ressources naturelles et de la faune (GEPRENAF) est un projet pilote, financé par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Gouvernement Belge. L'objectif du GEPRENAF est d'amener les populations à développer des méthodes alternatives de gestion des ressources biologiques, qui soient économiquement et écologiquement viables.

Pour réussir cette mission, le projet travaille à deux échelles : la zone agro-sylvo-pastorale et la zone de biodiversité. Concernant la zone agro-sylvo-pastorale, le projet vise, entre autres, la sensibilisation des populations par rapport aux conséquences de leurs modes d'exploitation du milieu, la réflexion sur des pratiques d'exploitation durable, le développement de ces techniques en milieu rural, et le développement socio-économique. L'approche adoptée est basée sur la responsabilisation des populations locales. Des structures inter-villageoises ont donc été créées, et constituent les piliers de l'intervention des acteurs du projet.

La création de la zone de biodiversité, constituée de la forêt classée de Kinkéné et de zones protégées des terroirs villageois, a suivi un processus de responsabilisation des populations, avec la sensibilisation, la concertation avec les populations et la négociation. La zone de biodiversité est constituée de portions

de terres contiguës de dix (10) villages propriétaires des terres dans les sous-préfectures de Dabakala et de Kong. Les terres de chaque village sont gérées par le chef de terre qui distribue les parcelles aux populations, règle les problèmes fonciers, et organise les adorations des fétiches et les sacrifices. Les relations entre les villages laissent apparaître une certaine entente, bien que la collaboration ne soit pas toujours harmonieuse entre les éleveurs et les agriculteurs.

CONTACT :

Communautés villageoises du site des Monts-Tingui S/C, Projet « Gestion Participative des ressources naturelles de la faune (GEPRENAF) » – Direction de la Protection de la Nature, 01 BP 932 – Abidjan 01 – CÔTE D'IVOIRE

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : L'utilisation durable des plantes médicinales par les guérisseurs traditionnels de Timbé
AUTEURS : Association des Guérisseurs traditionnels de Timbé
PAYS ET LIEU : Côte d'Ivoire, Village : Timbé – Sous-Préfecture de Katiola

RÉSUMÉ

Autrefois, la région de la Sous-Préfecture de Timbé était riche en gibier et en plantes médicinales. Face à la régression progressive et alarmante des plantes médicinales et de leur patrimoine génétique, les communautés villageoises des Sous-Préfectures de Timbé ont entrepris de contribuer à la recherche de solutions durables. Cette initiative partie des tradithérapeutes, a atteint les différents responsables de la communauté villageoise et de la région. Après une série de discussions et débats entre les responsables de la communauté villageoise et les tradithérapeutes, des décisions relatives aux propriétaires terriens ont été prises. Il s'agit des mesures dissuasives visant à freiner l'exploitation abusive des parcelles de terre.

Profitant de leur influence sur les communautés villageoises dans lesquelles ils vivent et exercent leur métier de guérisseurs traditionnels, les tradithérapeutes ont entrepris la sensibilisation des communautés villageoises par l'intermédiaire de leurs responsables que sont : les chefs de village et les Notables, les Présidents des Jeunes, les Présidentes des Femmes, des villages de Timbé et de quelques villages frontaliers de la Sous-Préfecture de Fronan.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation et de dissuasion ont été engagées, contribuant à une meilleure prise de conscience de la communauté, et à une diminution de la vente des parcelles de terre. La mise en culture d'espèces de plantes médicinales sur une parcelle d'un hectare devrait permettre à ces com-

munautés villageoises de conserver des espèces utiles, surtout médicinales menacées de disparition.

CONTACT :

Association des Guérisseurs traditionnels de Côte d'Ivoire (AGUECI) Section de Timbé, Prof. KONE Penahouré, Président, UFR Biosciences, Université de Cocody - 22 BP 582 – Abidjan 22, COTE D'IVOIRE

III- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La stratégie de conduite d'élevage de la faune sauvage dans la région Sud de la Côte d'Ivoire

AUTEURS : Groupement à Vocation Coopérative (GVC) des jeunes d'Azaguié Mbromé, Centre de Recherche en Ecologie (CRE)

PAYS ET LIEU : Côte d'Ivoire, Village : Azaguié

ZONE ÉCOLOGIQUE : Forêt dense humide

RÉSUMÉ

A l'initiative de jeunes originaires du village d'Azaguié-Mbromé, le projet pilote a été élaboré dans le but d'apporter des solutions durables aux nombreux problèmes de déforestation du Sud de la Côte d'Ivoire, de braconnage et de disparition de certaines espèces animales et végétales. Il vise également le développement socio-économique, tout en contribuant à la protection de la biodiversité, à travers la promotion d'activités génératrices de revenus, ainsi que l'initiation de jeunes déscolarisés aux nouvelles techniques agricoles et d'élevages d'animaux non conventionnels. Initialement, le projet avait ciblé l'élevage de biche. Mais il a dû être modifié à cause des difficultés à obtenir le matériel animal. Divers acteurs sont impliqués dans la réalisation de ce projet.

Le système agro-sylvo-pastoral utilisé comporte trois volets :

- le volet agriculture qui concerne les cultures de manioc, de banane plantain et de passiflore sur 5 hectares ;
- le volet élevage d'animaux non conventionnels avec des aulacodes et des escargots géants rouges, élevés dans des enclos construits à cet effet ;
- le volet foresterie réalisé sur une parcelle de 0,25 ha avec des arbres à fonctions multiples telles que l'alimentation des animaux, la fertilisation des sols, l'ombrage, etc.

Ce projet permet de réduire la forte pression exercée sur la faune sauvage, du fait de la demande très élevée de la viande de brousse par les populations, et de mettre au travail de jeunes déscolarisés.

CONTACT :

GVC d'Azaguié Mbromé S/C Centre de Recherche en Ecologie (CRE), 08 BP 109 – Abidjan 08 – COTE D'IVOIRE,
Tél. 225 21 25 73 36 / 22 47 80 33 / 22 47 06 79 – Fax
225 21 25 73 36 / 22 47 80 33,
Email : mtahoux@caramail.com

IV- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion durable et communautaire de la forêt sacrée de Zaïpobly

AUTEURS : Communauté villageoise de Zaïpobly, et Centre de Recherche en Ecologie (CRE)

PAYS ET LIEU : Côte d'Ivoire, Village : Zaïpobly – Sous-Préfecture de Taï

ZONE ÉCOLOGIQUE : Forêt tropicale humide sempervirente

RÉSUMÉ

L'espace Taï situé au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire est couvert de vestiges de la forêt tropicale humide sempervirente originelle d'Afrique de l'Ouest, avec de nombreuses espèces endémiques. Il est situé dans une zone uniformément verte au début du siècle précédent, mais malheureusement réduite actuellement en îlots de forêts, à cause des fortes pressions qu'elle subit. La plupart des îlots ont survécu parce qu'ils sont sacrés.

La forêt sacrée de Zaïpobly est une forêt dense humide, où aucun prélèvement de plante n'est autorisé sans une permission préalable. Ainsi, les ressources biologiques qui s'y trouvent sont bien protégées. Cette forêt occupe plusieurs fonctions : protection du village, réserve de plantes médicinales, lieu de certaines réunions de hautes importances socio-culturelles. La société des Kwi est la base du mécanisme de la gestion communautaire traditionnelle de la forêt sacrée de Zaïpobly. Cette société est très hiérarchisée et dispose d'une autorité qui constitue une arme sûre de protection de ressources naturelles.

Malgré la rapide désintégration des structures sociales traditionnelles, la société Kwi n'a pas perdu la gestion de la forêt sacrée. Ces actions reposent fondamentalement sur la police et la punition des contrevenants, selon des règles établies et des sanctions drastiques. Néanmoins, la pression démographique, la rareté de terres fertiles, la mutation progressive des mentalités, le

manque actuel de foi aux valeurs traditionnelles africaines, sont autant de problèmes auxquels se trouvent confrontés les gestionnaires de la forêt sacrée de Zaïpobly.

CONTACT :

Centre de Recherche en Ecologie (CRE) - 08 BP 109 – Abidjan 08 – CÔTE D'IVOIRE, Tél. 225 21 25 73 36 / 22 47 80 33 / 22 47 06 79 – Fax 225 21 25 73 36 / 22 47 80 33,

E-mail : mtahoux@caramail.com

Guinée

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Gestion locale des ressources halieutiques de Boulbinet

AUTEURS : Association des pêcheurs de Boulbinet

PAYS ET LIEU : Guinée, Conakry

ZONE ÉCOLOGIQUE : Maritime

RÉSUMÉ

L'association des pêcheurs de Boulbinet qui fait partie du comité de développement des débarcadères du port de Conakry, vise surtout l'autosuffisance alimentaire. Cette association existe depuis plus de huit ans, pratique la pêche artisanale et exporte ses produits de pêche vers les Etats-Unis, après transformation (poisson fumé). Autrefois, les artisans respectaient des périodes de repos biologiques. Actuellement, la pêche industrielle qui concurrence l'artisanale, a conduit l'association des pêcheurs de Boulbinet à exercer son métier sans interruption 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ceci ne sera pas sans conséquence sur la gestion durable des ressources halieutiques.

CONTACT :

Association des pêcheurs de Boulbinet - GUINEE

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Expérience de l'association des partenaires au développement de Siguri

AUTEURS : Association de Développement de Siguri

PAYS ET LIEU : Guinée, Village : Siguri – Haute Guinée

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savanes et zone humide

RÉSUMÉ

La région de Siguri est une zone de savane arborée et arbustive ; on y pratique l'agriculture itinérante et l'élevage extensif. Avec la dégradation du milieu naturel et la diminution des ressources biologiques de leur territoire, les membres du groupement ont pris conscience de la valeur de ces ressources qu'ils doivent gérer, pour en assurer la transmission aux générations futures. Les forêts sont actuellement menacées par l'exploitation incontrôlée des ressources, les feux de brousse, le braconnage, l'abattage à des fins commerciales insoutenables à termes. Les connaissances traditionnelles de la zone, transmises de génération en génération ont fait leurs preuves dans le maintien des équilibres écologiques en harmonie avec l'environnement local.

CONTACT :

Association de Développement de Siguri.



Kenya

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Une méthode de gestion et de conservation de la biodiversité : le cas des forêts sacrées dans les districts de Nyambene et Vihiga

AUTEURS : J. Ngugi Mutura et les communautés locales de Chagenda (Maragoli sud), Dunda, Maseno et Kiboswa (district de Kisumu); Igembe, Tigania, Imenti (district de Nyambene)

PAYS ET LIEU : Kenya

RÉSUMÉ

Cet exemple démontre comment une communauté peut s'unir et gérer la propriété collective, même sous les pressions énormes du gouvernement pour lui faire perdre tout contrôle sur les ressources naturelles. Cela se passe dans la forêt sacrée de Meru dans le district de Nyambene ainsi que dans la forêt de Maragoli dans l'ouest du Kenya. Ce sont des forêts très anciennes d'espèces locales, d'arbres, de plantes et d'espèces animales diverses, préservées pour le bénéfice à la fois pratique et stratégique des populations.

Les gens sont tenus à l'écart de ces forêts par diverses formes d'interdictions et de tabous, car ce sont des réserves et la source de la biodiversité. Les forêts se régénèrent elles-mêmes et cela profite aussi aux zones périphériques. Les oiseaux, les animaux, le vent, l'eau et tous les autres moyens de dispersion des graines et de fertilisation agissent à l'intérieur et à l'extérieur de ces forêts.

A l'intérieur de la forêt située sur la colline de Nyambene, il y a un grand nombre d'espèces de plantes indigènes qui sont vieilles de 300 ans. Les populations locales en vénèrent certaines, comme le figuier par exemple. Les forêts appartiennent

à tous. Un conseil de sages décide de l'accès et de l'exploitation de ces forêts. Cette structure et les systèmes mis en place ont toujours été efficaces. Le conseil est composé de sages de la communauté, des hommes de grande maturité et fait fonction d'organe de justice dont même les tribunaux du Kenya respectent les jugements. C'est pourquoi les forêts sont exploitées au minimum et de cette façon, assurent la perpétuation de la biodiversité et le contrôle de son utilisation. On exige d'habitude des contrevenants qu'ils paient un taureau, une chèvre ou 200 litres de miel, une amende très dissuasive car très peu de personnes peuvent y pourvoir.

CONTACT :

Communautés locales de Chagenda S/C J. Nagugi Mutura

PO Box 1134 - Thika – KENYA, Tél.: (254)151-30541

Fax: (254) 151-30055, E-mail: _sacdephenya@iconnect.co.ke

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : **Expérience de conservation des semences par l'ONG GROW dans la région de Mokhotlong**
AUTEURS : **Wilson Mutinhima et Ntate Letatop**
PAYS ET LIEU : **Lesotho**

RÉSUMÉ

Ce cas illustre la manière dont une ONG est parvenue, en travaillant avec une communauté au Lesotho, à lui rendre sa capacité à sélectionner, à faire pousser, à multiplier et à sauvegarder les semences : ça a marché. Le procédé implique : la protection des semences peu nombreuses à l'origine et des expositions pour montrer les diverses variétés de semences aux agriculteurs eux-mêmes. La multiplication des graines, au départ à petite échelle, vise à générer de quoi fournir des semences aux agriculteurs puis, à les entraîner à produire des graines de très bonne qualité. Les agriculteurs pilotes pratiquent la production de semences au sein de la ferme. Le procédé sur lequel repose le programme est complet. Il comprend :

- la détermination des cultures dont le nombre de graines disponibles est le moins élevé et leur production en priorité.
- L'identification des variétés locales, lesquelles servent de base pour la sélection et la production des semences par l'intermédiaire de la SEN.
- L'introduction de variétés à fécondation croisée qui peuvent servir de base à la sélection et à la production par l'intermédiaire de la SEN.
- La formation des agriculteurs locaux dans les

domaines suivants : la gestion des espèces, la sélection des semences, le nettoyage des graines, le stockage des graines et la gestion du commerce des graines.

- La formation des producteurs de semences locales dans les domaines suivants : déterminer l'origine des stocks de graines, fixer les prix, vendre les graines, gérer les stocks, faire de la publicité, distribuer les graines et archiver les données.
- La mise en place de contrats de prêt de semences sans intérêt avec les producteurs de semences locales, afin d'introduire de nouvelles cultures ou variétés.
- La mise en place de services qui testent la qualité des semences
- La promotion des semences certifiées de production locale.
- La mise en place d'une foire à la graine dans chaque région partenaire du projet.
- La mise au point et la diffusion d'un catalogue des semences locales et de leurs fournisseurs.

CONTACT :

Grow Organization - Box 74 – Mokhotlong – LESOTHO,
Wilson Mmutinhima - E-mail: mutinhima@yahoo.com

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Le système agricole de Machobane (SAM)

AUTEURS : Fulvio Grandin et MADF

PAYS ET LIEU : Lesotho

RÉSUMÉ

Le système agricole de Machobane (SAM) est une innovation conçue et mise en place au Lesotho. Il a été instauré à la fin des années 50 par un agriculteur qui était auparavant rattaché au gouvernement, Dr JJ Machobane. Ce système a été rendu populaire ces vingt dernières années, grâce au travail de diverses agences de développement. Au départ, la réaction du gouvernement a été négative. Il s'agit d'une technologie agricole de cultures associées intensives peu coûteuse, simple, qui comprend des cultures annuelles, de la sylviculture et des animaux d'élevage. Le système de Machobane repose sur la production tout au long de l'année de diverses cultures annuelles, de la sylviculture et des animaux d'élevage. Le système de Machobane repose aussi sur la production tout au long de l'année de diverses cultures d'après un calendrier soigneusement planifié de plantations-relais, de maintenance et de moisson. La technologie se caractérise par ce schéma différent de plantation et par les procédés de développement particuliers qu'elle inspire aux fermiers du SAM. En tant que technologie développée localement et utilisant les connaissances indigènes existantes, le SAM est un moyen viable de permettre aux petits agriculteurs ruraux de développer et de contrôler l'économie locale par l'intermédiaire de la pratique durable de l'utilisation de la terre. Cette technologie a augmenté la fertilité du sol, la production et la productivité. Il s'agit d'une des pratiques novatrices les plus complètes qu'on a pu répertorier dans le cadre de ce programme.

CONTACT :

Fulvio Grandin - K.E.A.G, P. O. Box 308 – Kommetjie - 7976

- Cape Town – SOUTH AFRICA, Tel/Fax: (27-21) 783 3433,

E-mail: eco@netactive.co.za

Machobane Agricultural Development Foundation, P / Bag

A139 – Maseru 100 – LESOTHO, Tel: (266) 321315,

E-mail: machoban@leo.co.ls

Malawi

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Le cas du système d'agriculture intégrée de Zembere Phathelethu à Maliketji, Namitete.

AUTEURS : James Mtheto Aaron China, Zembere Patheletu

PAYS ET LIEU : Malawi

RÉSUMÉ

L'étude est centrée sur l'approche novatrice et intégrée de Mr. Zembere Patheletu, un agriculteur du Malawi. La pratique repose sur la conservation du sol et de l'eau, ainsi que sur la moisson de l'eau et sur l'amélioration de la fertilité du sol.

A partir de ces principes, il a mis au point de multiples systèmes de cultures au sein de la ferme, qui ont amélioré la productivité et la sécurité alimentaires et la sécurité au niveau du salaire. Sa ferme repose sur l'utilisation de fumier organique avec un apport minimum d'intrants d'origine chimique. De plus, la ferme dispose d'eau en quantité abondante, utilisable à tout moment.

La ferme recycle les substances organiques. Il s'ensuit donc que tous les résidus des cultures sont incorporés au sol, soit sous forme de fumier vert, soit en tant que résidus des récoltes qui sont enterrés. De plus, les résidus de légumes verts sont utilisés pour nourrir les animaux de la ferme, instaurant ainsi des relations réciproques entre les différentes activités de la ferme. Ses pratiques soulèvent la question de l'utilisation des zones humides dans un pays où c'est interdit. Jusqu'à maintenant il s'en sort bien. L'innovateur attribue son succès à un autre secret : celui selon lequel il faut commencer avec peu. Ses voisins apprennent de lui. Il y a également le potentiel pour intégrer la pisciculture. D'autres technologies nécessitant moins de travail

intensif mais respectant cependant l'environnement peuvent être développées.

CONTACT :

Harvest Help/ Find Your Feet, P. Bag B508 - Lilongwe 3 - MALAWI,

Tel: 265 871385 /797964 - E-mail: hhfyf@malawi.net,

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La ferme de Paul Sipachoka : un exemple d'intégration à long terme des agrotechnologies dans la lutte pour la survie.

AUTEURS : James Mtheto A. Chima et Paul Jimu Sipachoka

PAYS ET LIEU : Malawi

RÉSUMÉ

Mr. Sipachoka, agriculteur, se heurtait à deux problèmes : le ravinement et le déclin de la fertilité du sol. Pour résoudre celui de l'érosion du sol, il s'est servi du système des terrasses et du vétiver. En ce qui concerne le second problème, il l'a examiné d'un point de vue typiquement scientifique en l'étouffant de ses observations et des solutions que lui offrait l'environnement.

Il a observé que ses cultures de maïs étaient impressionnantes dans sept points de plantation regroupés sur trois terrasses. Au terme d'un long combat, il est parvenu à en trouver la raison : il avait préalablement enterré des feuilles de Tephrosia sur ces sites. Cela l'a conduit à semer des Tephrosia l'année suivante. Au moment du désherbage, il a labouré et enterré les plantes. Il a ensuite planté du maïs sur le site et la récolte fut bien meilleure. Après un certain temps, Sipachoka a fait appel à des spécialistes pour expliquer ce succès. Il a étendu l'expérience à la partie sur laquelle il pratiquait l'amélioration du sol et également introduit la rotation des cultures dans ses champs. De plus, l'innovateur a réhabilité des chemins qui devenaient des ravines, créé des sentiers en hauteur pour empêcher le ravinement. Cela s'est avéré très efficace pour stopper les conséquences négatives de l'écoulement de l'eau. Il s'est mis à l'agro-sylviculture pour exploiter les forces des arbres qui fixent l'azote. Dans un district où le bois se fait rare, il vend maintenant aussi du bois de chauffage. Mais dans le village il était coutume de dire à son sujet « Kawoneni kwa Matchichi kuli woyaluka », ce qui signifie

« Allez au village de Matchichi, il y a un homme là-bas qui est un peu fou ».

CONTACT :

Harvest Help/ Find Your Feet, P. Bag B508 - Lilongwe 3 - MALAWI,

Tel: 265 871385 /797964 - E-mail: hhfyf@malawi.net

III- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Les pratiques novatrices de petits agriculteurs du Malawi : Les jardins de la Liberté de Tikondwe.

AUTEURS : Dr Glyns J.C. Chinkhuntha et James Mtheto A.

Chima

PAYS ET LIEU : Malawi

RÉSUMÉ

Il s'agit du cas d'un agriculteur qui a commencé à améliorer la qualité du sol et pour finir par générer un revenu énorme à partir de l'agriculture, bien plus important que celui qu'il touchait quand il était ouvrier spécialisé. Le Dr Chinkhuntha, agriculteur du district de Dowa au Malawi, était chargé du développement de l'innovation dans une région marécageuse. Son champ se composait d'une partie érodée et d'une autre, marécageuse. Aucune des deux ne lui permettait de produire de manière significative. Il a donc décidé de drainer l'eau de la partie marécageuse, tout en la cultivant, arrosant en même temps la terre asséchée et dégradée, améliorant ainsi sa fertilité. Son système d'irrigation utilise des technologies simples et peu coûteuses. Il contribue également à renflouer le niveau d'eau souterraine en utilisant des crues. Il a des bidons de réserve d'eau qu'il utilise en cas de défaillance du système d'irrigation qui se sert également de la gravitation. L'inventeur utilise aussi une méthode qu'il appelle « apporter les cultures là où est l'eau », en creusant le sol pour élaborer des « îlots submergés » et atteindre l'eau de la partie marécageuse.

Il utilise ces îlots submergés pour produire du riz. L'agriculteur produit et vend également des lottes. Les surplus des cultures, surtout les légumes, servent à nourrir les poissons. Dans le même temps, l'agriculteur travaille à développer la population des rapaces pour contrôler les animaux nuisibles. Mr Chinkhuntha a attiré l'attention d'autres agriculteurs, ce qui a

entraîné la création de deux groupes de production : l'Association des femmes de la vallée de Nango et l'Association des agriculteurs biologiques de Bzanzi.

CONTACT :

Tikondwe Freedom Gardens - P.O Box 70 - Lumbadzi - MALAWI,

Tel. (265) 912655 or (265) 931265 Fax: (265) 758178,

E-mail: drchinkhuntha@hotmail.com

Mali

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion de la faune sauvage par les chasseurs de Djoliba

AUTEURS : Association des chasseurs de Djoliba, ONG

Femmes et Ecologie

PAYS ET LIEU : Mali, Djoliba

ZONE ÉCOLOGIQUE : Sahel

RÉSUMÉ

Les sociétés des chasseurs actuellement dénommées Associations des chasseurs font partie des plus anciennes associations ésotériques et culturelles du Manding (une des plus grandes civilisations du Mali et d'Afrique de l'Ouest). Leur naissance remonte aux temps les plus reculés. Dans la culture Manding, le chasseur ou dozo est celui qui connaît tous les éléments constitutifs de la terre, de la faune et de la flore ; il est capable de décoder et de comprendre l'interaction entre ces trois éléments de la Nature. De ce fait, la plupart des chasseurs sont également des guérisseurs traditionnels. Les lieux de culte des sociétés de chasseurs sont les bois sacrés. Ces sociétés sont basées sur un culte commun à tous les membres, ce qui leur confère une fraternité et une solidarité inébranlables.

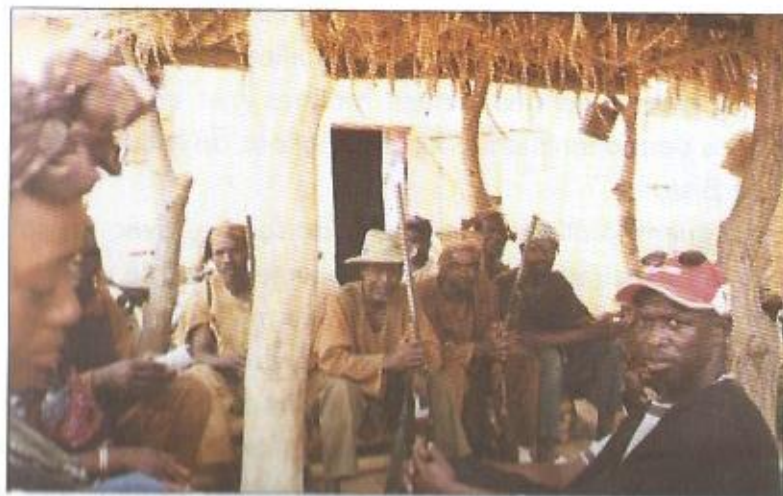
L'association des chasseurs de Djoliba est un vestige des sociétés de chasseurs du Manding, où les principales ethnies sont le Malinké et le Bambara. Elle regroupe des chasseurs de huit villages. La zone de chasse occupe plusieurs fonctions comme celles de réserves de plantes médicinales, de réserves de gibier, de protection des villages. On y trouve plusieurs espèces d'animaux et de plantes sauvages, y compris celles en voie de disparition. La pratique de chasse se transmet de génération en

génération avec des programmes séculaires d'enseignements traditionnels, permettant d'assurer une gestion durable des ressources fauniques.

Cette association, comme les autres associations de chasseurs du Mali et d'Afrique de l'Ouest, a subi de profondes mutations dues aux changements climatiques et à l'évolution socio-économique du pays. L'accroissement démographique et les activités humaines, avec l'intensification de l'élevage et de l'industrialisation ayant comme source d'énergie, le bois, sont également sources de mutations. Ces dernières ont eu pour conséquences, la déforestation et la rareté du gibier. Aujourd'hui, grâce à la décentralisation et à l'éveil de la société civile, l'Association des chasseurs de Djoliba veut relever un défi : celui de la restauration de leur écosystème.

CONTACT :

Association des chasseurs de Djoliba, S/C ONG Femmes et Ecologie – BP E 161 – Bamako – Mali, Tél 223 77 67 10 – Fax 223 29 22 81 – E-mail : asamake@cefib.com



Un groupe de chasseurs dans la cour du chef chasseur à Bancoumana, Mali, Août 2000

Mauritanie

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Conservation de la diversité biologique aquatique par les pêcheurs Imraguens

AUTEURS : Communauté Imraguen

PAYS ET LIEU : Mauritanie, Village : Banc d'Arguin

ZONE ÉCOLOGIQUE : Désertique et maritime

RÉSUMÉ

La population Imraguen occupe une zone de neuf villages, composés à parts égales, de zones maritimes et terrestres appelées Banc d'Arguin. Ce dernier présente un exemple rare d'interpénétration désert-océan. Cet écosystème côtier exceptionnel est baigné en permanence par un upwelling, remontées d'eaux froides et riches en éléments nutritifs, ce qui justifie une productivité biologique élevée, avec des populations denses d'oiseaux d'eau, de poissons, d'invertébrés et mammifères marins. Cette zone constitue le carrefour biogéographique de la zone qui confirme la présence simultanée d'espèces, d'oiseaux et de poissons caractéristiques des milieux tempérés et tropicaux. Le marquage des tortues marines met en évidence les échanges permanents entre les populations de Mauritanie et de Guinée Bissau.

Les Imraguens pratiquent la pêche artisanale, avec un savoir-faire ancestral remarquable, essentiellement orienté vers la subsistance faisant de cette population, les meilleurs défenseurs de l'environnement. Mais, sous l'influence du monde extérieur, la tendance est à l'abandon de leurs traditions, surtout, à la dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur et l'exclusion des femmes du circuit de production, contrairement aux pratiques traditionnelles.

CONTACT :

Nalla Gaye – BP 1848 – Nouakchott – Mauritanie, Tél. 222

525 51 36 – Email : ngaye@caramail.com

Maroc

I- INTITULE DE L'EXPERIENCE : *Expérience de conservation in situ de variétés locales de céréales dans un projet de développement durable dans le Moyen Atlas.*

AUTEURS : Association de Développement Local (ADL)

PAYS ET LIEU : MAROC, Tanant dans le Moyen Atlas, à 150 km de Marrakech.

ZONE ÉCOLOGIQUE : Le Moyen Atlas est constitué de vastes plateaux calcaires arides ; forêts et pâturages couvrent ses pentes.

RÉSUMÉ

Cette expérience concerne un groupe d'acteurs (une communauté locale berbère du Moyen Atlas, l'Association de Développement Durable et un groupe de chercheurs d'instituts agricoles marocains) qui se sont mobilisés pour la conservation *in situ* de variétés locales de céréales.

La communauté berbère de Tanant a pour principale activité la céréaliculture d'orge, associée à un peu de blé. Sur les hauteurs, sont cultivés amandiers et oliviers. Les familles pratiquent aussi l'élevage ovin. Les conditions de vie sont rudes : la population vit dans une zone très enclavée, les routes sont très rares et le moyen de transport privilégié reste l'âne ou le mulet ; le bois est la principale source de chauffage ; les installations électriques et d'eau potable sont quasiment inexistantes ; le taux de scolarisation des enfants est très faible.

Outre ces problèmes de développement local, la préservation de l'environnement est aussi une préoccupation dans cette région du Moyen Atlas : la dégradation des forêts par le surpâturage et l'utilisation du bois de chauffe, associées à des périodes

de fortes sécheresses et à l'érosion des sols sont inquiétante. Il existe aussi une érosion de la biodiversité agricole. En effet, certaines cultures sont abandonnées progressivement : on ne trouve plus par exemple, la lentille locale sur le marché, les lentilles cultivées sont canadiennes ; les semences de blé commercialisées par les services agricoles sont parfois cultivées au détriment du blé local. Les facteurs qui entraînent cette perte de variétés locales sont entre autres : la sécheresse qui oblige, certaines années, les agriculteurs à avoir recours au marché pour l'achat des semences ; la vulgarisation agricole qui ne prend pas encore de mesures d'incitation à cultiver et conserver les variétés locales. Les variétés introduites occupent de plus en plus d'espace.

Face à ces préoccupations, l'ADL a développé depuis 1993 des programmes d'alphabétisation d'adultes, de formation de formateurs à l'enseignement, à l'agriculture et de sensibilisation à la mise en place d'une coopérative. Une action directe concernant la conservation de la biodiversité en agriculture a vu le jour ces deux dernières années, et consiste à mettre en place, des essais expérimentaux avec la participation d'agriculteurs de Tanant, d'une équipe de chercheurs de Rabat (INRA, IAV) intéressée par la conservation *in situ* des variétés locales de céréales, et de l'équipe de l'ADL. Cette expérience permet aux agriculteurs, d'observer sur leurs propres terres, les différences entre la culture de variétés locales et améliorées.

CONTACT :

Association de Développement Local ADL, Abdellah Herzenni (Président), tel : 212 37 79 98 01 ; fax : 212 37 77 51 95. BP 6447 Rabat Instituts, Maroc E-mail : adl_rabat@yahoo.fr

Ouganda

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : L'amélioration de la germination d'une graine d'arbre « difficile » : le cas du « Musizi » (*Maesopsis emnii*)

AUTEURS : Susan Bingi et Christopher Gawunpa

PAYS ET LIEU : Ouganda, Village de Mabimzi

RÉSUMÉ

Il s'agit de l'étude du cas de Christopher Gawunpa, agriculteur du village de Mabimzi, district d'Iganda.

Cet agriculteur a mis au point, une technique simple qui permet de faire germer une graine d'arbre importante. Cette technique a maintenant été adoptée par le gouvernement et par d'autres acteurs du développement. Elle a également permis d'accroître le nombre d'espèces dans la population végétale.

Il est désormais possible de faire germer la graine en deux semaines au lieu des 4 à 6 mois nécessaires auparavant. Cet agriculteur a découvert que l'utilisation de paillis réduisait de 12 fois la période de germination. Le besoin de cette expérimentation est né de la rareté des plants de cet arbre, comme l'explique l'intéressé : « J'ai découvert le nusizi en 1976 au "District Farm Institute" (DFI) où j'ai acheté deux plants d'arbres. Deux ans plus tard, j'y suis retourné pour en acheter d'autres mais on m'a dit qu'il était très difficile de faire germer la graine. Le procédé conventionnel de germination nous a été montré par le DFI, puis j'ai pris une graine du DFI pour essayer de la faire germer moi-même »

A partir d'un résumé des différentes méthodes, on arrive aux résultats suivants :

Méthode conventionnelle

Planter la graine dans une terre soigneusement préparée

Période de germination : 4 à 6 mois

La méthode du sable

Faire des trous dans le récipient (afin de permettre à l'eau de s'écouler). Le remplir de sable et de paillis. Placer la graine.

Période de germination : 2 à 3 mois

La méthode du paillis

Mélanger de la terre, du paillis et de l'herbe sèche dans un endroit ombragé. Protéger des poules à l'aide de quelques branches.

Période de germination : 2 semaines

CONTACT :

Susan Bingi, Africa 2000 Network - P.O. Box 7184 - Kampala-UGANDA, Tel: (256) 41-543407

E-mail : anetwork@imul.com et susanwb@hotmail.com

II- TITRE DE L'EXPERIENCE : L'intégration des caméléons à un système agricole : le cas d'agriculteurs dans le sous conté de Busisi.

AUTEURS : Susan Bingi et Kyamanywa Ephraim

PAYS ET LIEU : Ouganda, District d'Oima.

RÉSUMÉ

Il s'agit du cas d'un petit agriculteur, Mr John Byaruhanga qui a fait une expérience en introduisant des caméléons dans sa ferme et son jardin, afin de contrôler le nombre de mouches et autres insectes nuisibles. Le succès de cette expérience fut tel que l'innovateur a été contacté par d'autres agriculteurs et par des organisations de développement afin de reproduire cette création. L'agriculteur déclare :

« L'idée d'introduire les caméléons dans le système agricole m'est venue en 1990. J'ai commencé avec cinq caméléons ramassés dans les buissons des alentours que j'ai observés en train de manger les mouches. Mes enfants aiment beaucoup les observer ». L'agriculteur a dressé la liste suivante d'aspects positifs liés au fait d'avoir des caméléons :

- La présence des caméléons contribuait à éloigner les serpents
- Les fruits et légumes n'étant pas malades, ils se vendent à un meilleur prix sur le marché ;
- L'incidence réduite des maladies sur le foyer ;
- L'aide reçue pour épeler les noms en anglais ;
- Les économies réalisées sur les sommes dépensées dans les pesticides ;
- En évoluant dans un environnement sans mouche, les vaches sont plus détendues et les fermiers estiment que c'est un facteur qui contribue à augmenter la production de lait.

« Les caméléons préservent ma vie. Si j'étais atteint de maladies telles que le choléra ou la malaria, je serais mort et incapable d'accomplir ma tâche. Ils préservent mes économies car, je n'ai pas souvent de dépenses à faire pour des frais médicaux. Avant toute chose, les caméléons nous sauvent la vie. » dit Mr John Byaruhanga qui a adopté l'utilisation des caméléons.

CONTACT :

Africa 2000 Network - P.O. Box 7184 - Kampala- UGANDA,
Tel: (256) 41-543407,

E-mail : anetwork@imul.com et susanwb@hotmail.com

Sénégal

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La pêche artisanale dans la région de Kayar

AUTEURS : Centre de gestion des pêcheries de Kayar

PAYS ET LIEU : Sénégal, Village : Kayar

ZONE ÉCOLOGIQUE : Zone maritime

RÉSUMÉ

Le Centre de Recherche et d'Étude pour le Développement des Techniques intermédiaires de Pêche (CREDETIP) est à la base de cette expérience. La méthodologie utilisée est celle de la toile d'araignée. Dans un premier temps, le travail a consisté, grâce à un certain nombre d'animateurs pêcheurs bénévoles, à organiser les pêcheurs au niveau de chaque village, en comités sur l'ensemble du Sénégal. Chaque comité avait un lieu de réunion appelé « local ». Tous ces locaux constituent de véritables structures de prise de décisions au service de la pêche artisanale. L'ensemble de ces comités forme aujourd'hui le Collectif National des Pêcheurs Artisans du Sénégal (CNPS). Le travail effectué par le CREDETIP et le CNPS a permis un éveil de conscience des pêcheurs, sur la nécessité de préserver et de bien gérer la biodiversité maritime, qui reste la seule source de revenu de Kayar. Mais pour cela, une concertation des acteurs de la pêche artisanale du village a débouché sur une réglementation approuvée par tous les pêcheurs locaux et migrants. Ainsi, il a été préconisé l'utilisation d'engins plus sélectifs comme la ligne et la senne tournante.

À Kayar, la pêche à la senne permet de ravitailler les villages et les villes de l'intérieur du pays, et même des pays de la sous-

région comme le Mali, la Guinée, le Burkina Faso et le Bénin. La raréfaction de certaines espèces, naguère capturées, a amené les acteurs de la pêche de Kayar et les autorités préfectorales de la région, à identifier deux techniques de pêche comme néfastes à l'utilisation durable des ressources halieutiques : il s'agit des filets maillant à fond et des palangres de fond. De façon consensuelle, ces techniques de pêche ont été interdites. Le respect de cette interdiction fait que la pêche du jour est la principale activité de Kayar et les ressources halieutiques sont toujours disponibles, pour le bonheur des populations.

CONTACT :

Centre de gestion des pêcheries de Kayar, BP 11 – Kayar – SENEGAL, Tél./ Fax 221 953 50 33



Des pêcheurs à proximité de leurs filets à Kayar, Sénégal, Mars 2001

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion de l'espace communautaire Ker Cupaam

AUTEURS : Regroupement des Femmes de Popenguine pour la Protection de la Nature

PAYS ET LIEU : Sénégal, Village : Popenguine

ZONE ÉCOLOGIQUE : Sahel

RÉSUMÉ

La réserve naturelle de Popenguine, créée en 1986, a pour objectif, la réhabilitation d'un milieu fortement dégradé, du fait de la coupe abusive du bois de chauffe, du surpâturage et de sécheresses successives. Elle est composée de deux ensembles d'écosystèmes naturels distincts : une partie continentale, formée de collines découpées, ancienne forêt classée créée depuis 1936, et une frange maritime principalement composée d'un habitat rocheux qui constitue une zone de frayère pour les poissons.

Le volet sécurité alimentaire, avec le maraîchage et la conservation des semences, occupe une place importante dans les activités des femmes. Dès 1987, une organisation féminine, le RFPPN (Regroupement des Femmes de Popenguine pour la Protection de la Nature) s'est constituée au niveau de la réserve, dans le but de contribuer bénévolement à la réalisation des objectifs de conservation et de restauration de la biodiversité de leur milieu. Par la suite, les femmes ont pu sensibiliser leurs consœurs de sept villages périphériques de la Réserve Naturelle, qui ont très tôt compris le bien fondé du programme, et y ont adhéré. Pour la restauration de la biodiversité, les mécanismes employés sont :

- la production des pépinières dans chacun des huit villages ; la production du bois de chauffe, avec les arbres fruitiers et les plantes d'ornement ;

- la lutte contre l'érosion : il s'agit de faire des cordons pierreux et des barrages pour diminuer la vitesse des eaux de pluie.

Les résultats obtenus dès les premières années de cette expérience de participation communautaire des populations limitrophes à l'effort de restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion d'une aire protégée, ont convaincu le gouvernement et les partenaires au développement du Sénégal. Afin de mieux formaliser la relation, désormais entretenue entre l'Etat et les populations, un protocole d'accord a été signé entre le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature et la Communauté de Popenguine. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, l'exploitation touristique d'une aire protégée revient alors aux populations riveraines.

CONTACT :

Regroupement des Femmes de Popenguine pour la Protection de la Nature, BP 10 Popenguine – SENEGAL, Tél./Fax : 221 956 49 51 – Email : Kcupaam@sentoo.sn

Tanzanie

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La reconquête d'une ravine afin d'obtenir de la terre et de l'utiliser dans différents buts, notamment pour la production agricole

AUTEURS : Sr Marta Mwasu, Patrick Lameck et Julius Manthi (INADES) ; Rogassian Cassian et Donasiani Cassian.

PAYS ET LIEU : Tanzanie, Dodoma

RÉSUMÉ

Il s'agit d'un cas de conversion d'une ravine, transformée en morceaux de terre productif à la fois pour la biodiversité et la sécurité alimentaire. La sœur Martha Mwasu a mis au point ce procédé dans le village de Lao, Dodoma, Tanzanie. L'innovation a vu le jour pour résoudre le problème d'une grosse ravine dans le village. Sr Marta Mwasu a mis au point une innovation très intéressante visant à pouvoir utiliser une ravine. Le procédé consiste à creuser une tranchée d'environ 30 cm de large et 60 cm de profondeur, en parallèle et à environ un mètre de la rivière de sable. Des morceaux de canne à sucre d'environ un mètre trente sont plantés en bas de la tranchée puis recouverts avec du sable extrait, laissant ainsi la partie haute disponible pour la production de feuilles. Lorsqu'il pleut, les limons et autres sédiments sont retenus entre les couloirs si bien que le lit de sable augmente peu à peu. Ce couloir est reconstruit chaque année en direction du centre de la rivière de sable. Jusqu'à maintenant, elle est ainsi parvenue à cultiver 4,50 hectares. La canne à sucre est la principale culture pratiquée dans la ravine reconquise ou rivière de sable. Il est assez surprenant de constater que certains agriculteurs des alentours ne semblent pas conscients de l'innovation alors qu'ils la voient tous les jours.

CONTACT :

P.O. Box 192, Kondoa, Dodoma, TANZANIA, Tel: (255) 26-2354230 Fax: (255) 26-2354722,

E-mail: jnades@do.ucc.co.tz et pelumtz@maf.org.tz

Togo

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion des ressources halieutiques par des jeunes de Lomé

AUTEURS : Groupement des jeunes pêcheurs de Lomé

PAYS ET LIEU : Togo, Ville : Lomé

ZONE ÉCOLOGIQUE : Zone maritime

RÉSUMÉ

Le regroupement des jeunes pêcheurs de Lomé est une association coopérative qui a vu le jour en Avril 1994. Cette association respecte la division traditionnelle africaine relative au genre dans les activités de pêche : les hommes s'occupent de la recherche de produits de pêche dans les eaux, les femmes ayant la responsabilité de la transformation, la conservation et la commercialisation des poissons. Les membres fondateurs ont été formés par le Ministère du Développement Rural aux métiers de mer. Les acteurs impliqués sont des pêcheurs artisans, des éleveurs, des agriculteurs et des maraîchers qui entretiennent des relations d'échanges d'expériences professionnelles.

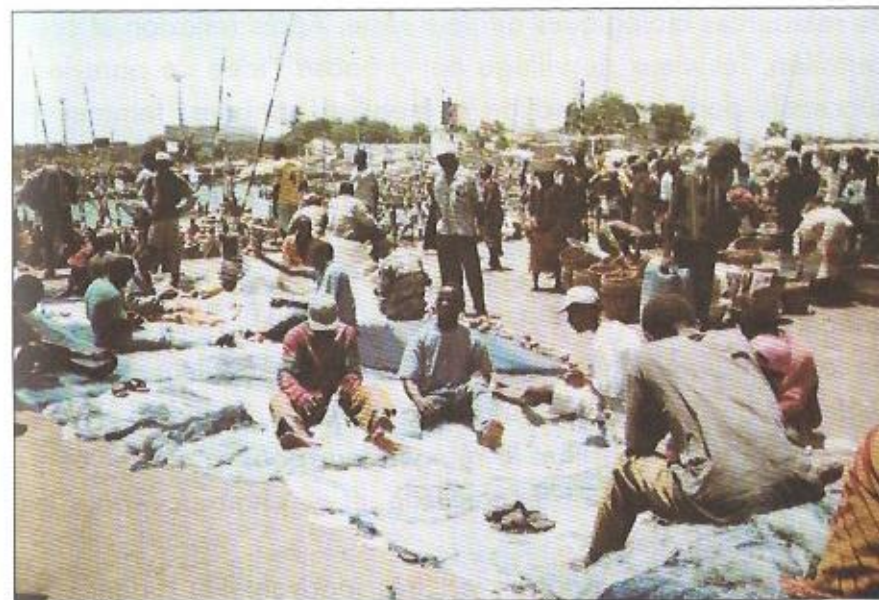
En mer, au niveau des zones de pêche, la recherche de bancs de poissons est assurée par une personne désignée selon ses qualités et son expérience. La détection des bancs de poissons se fait par une méthode traditionnelle grâce aux oiseaux marins qui voltigent et piquent de leur bec, le poisson dans l'eau. Une fois détecté et selon son importance, le banc est rapidement encerclé par le filet et les manœuvres de pêche traditionnelle commencent. Bien qu'opérant en ville à Lomé, le groupement des jeunes pêcheurs a opté pour la pêche et la transformation traditionnelles, afin d'assurer une utilisation durable des ressources halieutiques.

Le groupement a adopté la stratégie de la sensibilisation, de l'information, et de la formation de ses membres et des communautés locales de base. L'activité de pêche a considérablement amélioré la situation de vie des membres du groupement. Certains d'entre eux ont même bénéficié de bourses étrangères auprès d'institutions internationales pour être formés jusqu'au niveau de capitaine de bateau. Le groupement conseille aux autres jeunes de s'unir pour créer des groupements coopératifs, bien organisés, bien structurés et crédibles avec une gestion saine et rigoureuse.

CONTACT :

Groupement des jeunes pêcheurs de Lomé, BP 61 831 – Lomé – TOGO, Tél . 228 227 40 75 – 228 902 73 31

Email : tchabeti@yahoo.fr



Vue partielle du port de pêche de Lomé, Togo, Septembre 2001

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La gestion durable de la ceinture verte du village d'Ando-Kpomey

AUTEURS : Comité Villageois de Développement d'Ando-Kpomey, Association Togolaise pour la Promotion Humaine (ATPH)

PAYS ET LIEU : Togo, Village : Ando-Kpomey

ZONE ÉCOLOGIQUE : Savanes

RÉSUMÉ

ANDO-KPOMEY est un petit village d'environ 400 habitants, situé dans la Préfecture de l'AVE au Sud-Ouest du TOGO. La population est essentiellement agricole. L'expérience d'Ando-Kpomey est très originale et a été initiée sans aucune intervention de l'extérieur. A l'issue d'un grand incendie en 1973, la recherche de solutions pour prévenir ce type de catastrophe a conduit les paysans à rechercher des idées pour préserver le peu de ressources biologiques qui leur reste. Après réflexion et concertation, les vieux du village ont proposé l'idée de pare-feux successifs dont la réalisation a mobilisé hommes, femmes et enfants.

Le premier pare-feu communautaire a alors été réalisé en 1974. Dès lors chaque année, toute la population se mobilise en faisant des pare-feux autour de la ceinture. Les pare-feux annuels sont donc gérés de façon participative par l'ensemble de la communauté qui a défini et respecte scrupuleusement les règles de gestion et de protection de la forêt autour du village. La ceinture verte constitue le réfrigérateur pour la conservation des plantes alimentaires de cueillette, et de pharmacie pour les plantes médicinales.

L'expérience d'Ando-Kpomey est très innovante et didactique. L'expérience est aujourd'hui bien appréciée par l'État, les organisations d'appui au développement, et les communautés qui

bénéficient de ses fruits, tant sur le plan agricole, socio-économique, qu'environnemental. Le gouvernement togolais avait prôné la création de parcs nationaux, de forêts classées et de réserves pour la conservation et la protection des espèces en voie de disparition. Mais sans la participation des populations riveraines. Aujourd'hui, la ceinture verte d'Ando-Kpomey constitue un cas d'école pour tout le pays et des visites d'échanges d'expériences sont souvent organisées dans le village, à l'intention des communautés d'autres régions du Togo.

CONTACT :

Association Togolaise pour la Promotion Humaine (ATPH) – BP 21 – Kévé – TOGO, Tél. 228 37 10 29 – Fax 228 37 10 81 – Email : atph@laposte.tg

Tunisie

I- INTITULE DE L'EXPERIENCE : La communauté oasienne de Chénini, palmeraie de Gabès

AUTEURS : Association de Sauvegarde de l'Oasis de Chénini

PAYS ET LIEU : TUNISIE, GABES, ville côtière du Sud Tunisien

ZONE ÉCOLOGIQUE : Oasis côtière installée dans la plaine littorale de Djefara, barrée à l'Ouest par une zone de montagne aride (Monts de Matmata et Djebel Tabaga), et bordée au Sud par le Sahara.

RÉSUMÉ

La communauté oasienne de Chenini est très attachée à son oasis, joyaux des oasis de Gabès. Conscients de la dégradation de leur écosystème (diminution continue des ressources en eau, appauvrissement des sols, pollution, vieillissement des agriculteurs, urbanisation et morcellement des terres par transmission d'héritage), les agriculteurs et leurs fils se sont mobilisés pour tenter de restaurer les dommages en cours. En décembre 1992, a été organisé à Chenini un séminaire intitulé « Les oasis en Tunisie, patrimoine mondial ». Des éléments de réponse ont été apportés à la dégradation de l'oasis. A l'issue de ce séminaire, un programme de réhabilitation économique de l'oasis par une approche agro-écologique (PROC) a été décidé et il sera lancé en 1994. L'association de Sauvegarde de l'Oasis de Chenini naîtra, elle, concrètement en 1995. Son principal objectif est de réaliser, de soutenir toute action visant la réhabilitation économique et sociale de l'oasis de Chenini, et de préserver les ressources naturelles à long terme. Principales actions mises en oeuvre jusqu'à présent :

- La réalisation et le suivi d'un projet de recyclage des déchets verts à des fins de fertilisation et d'initiation à une agriculture écologique. Ce volet-compost est au centre des préoccupations de l'ASOC.
- Un projet de jardins scolaires écologiques : il consiste à reproduire dans des écoles primaires, les pratiques de compostage développées dans l'oasis.
- La création d'un jardin de la biodiversité, en cours dans l'oasis, ainsi que des projets de petit élevage (ovin-caprins, apiculture) afin d'améliorer les revenus des agriculteurs et d'impliquer les femmes dans le développement des activités oasiennes.

Les finalités de l'ASOC sont : diffuser à l'échelle de toute l'oasis de Chénini et aussi des autres oasis de Gabès, la pratique du compostage (intégrant à terme les déchets urbains) et valoriser les produits agricoles issus de ce travail par le label biologique ; améliorer la rentabilité de l'activité agricole dans l'oasis par le développement de nouvelles activités (petits élevages.) ; mettre en place une gestion plus raisonnée de la ressource eau ; valoriser le patrimoine de l'oasis (l'habitat traditionnel) ; impliquer davantage la population dans la dynamique de sauvegarde de l'oasis.

CONTACT :

Association de Sauvegarde de l'Oasis de Chénini ASOC, M. Abdel-basset Hamrouni, Président de l'ASOC, tel/fax : 216 5 282 155 ; BP 02 Chénini Gabès 6041 ; asoc@rotedd.org.tn



Des épices au marché d'El Oued, Algérie, Novembre 2001

II- INTITULE DE L'EXPERIENCE : Sauvegarde du patrimoine culturel et environnemental de la communauté de Zammour
AUTEURS : Association de Développement Durable de la vallée de Zammour (l'ADD)

PAYS ET LIEU : TUNISIE, Matmata.

ZONE ÉCOLOGIQUE : La vallée de Zammour se situe en milieu de montagne aride, dans la partie nord de la chaîne des Monts de Matmata qui traverse le sud tunisien d'est en ouest.

RÉSUMÉ

Les zammouris sont une communauté berbère retirée dans une vallée des Monts de Matmata. Dans ce milieu aride, entouré de steppe, les Zammouris ont développé au creux des vallées autour de systèmes très particuliers (jessours et tabias) de captage de l'eau, l'arboriculture (figuiers, oliviers, amandiers pour les principales espèces), la céréaliculture et l'élevage ovin-caprin dans les parcours avoisinants. La steppe est riche en espèces aromatiques et médicinales qui sont traditionnellement utilisées.

Aujourd'hui, plusieurs facteurs ont contribué à la dégradation de la vie socio-économique et écologique dans la région : chômage facteur de l'exode rural, sécheresse, dégradation des sols et du couvert végétal dans les parcours...

Le projet concerne le secteur agricole lié au secteur de la gestion des ressources naturelles, le secteur de l'écotourisme et celui de l'artisanat. Parallèlement, l'Association des Jeunes de Zammour (AJZ, première association créée, à l'origine de l'ADD) a réalisé depuis sa création en 1991 de nombreuses actions dans le domaine culturel.

En ce qui concerne l'agriculture, les actions sont de réhabiliter, voire, d'améliorer le système de captage de l'eau (jessour, tabias).

La gestion de la biodiversité est aussi au centre des préoccupations de l'ADD qui a observé que, seules les variétés locales sont capables de résister au climat aride de la région. Enfin, les parcours ayant une importance économique vitale pour le village, il faut donc absolument les conserver, et même les réhabiliter. L'association a alors entrepris des actions de conservation de la végétation spontanée, et de conservation *in situ* des plantes cultivées localement.

Dans la région, l'ADD devient un interlocuteur privilégié pour les institutions scientifiques et de développement, et représente par ce fait-même un pôle dynamisant.

CONTACT :

Association de Développement Durable de la vallée de Zammour, ADD, Abdelhamid Zammouri,
tel/fax : 216 75 64 24 83. BP 508 Medenine 4100 Tunisie
E-mail : addzammouri@voila.fr



Palmier dattier en fruits, El Oued, Algérie, Novembre 2001

Zambie

I- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : La multiplication des semences de haricot Dimba : une stratégie d'enrichissement et de sauvegarde des semences, l'étude du cas de Mr Frank Mutupa, un petit paysan propriétaire dans le nord de la Zambie

AUTEURS : Emma Sithambuli et Mr & Mme Frank Mutupa

PAYS ET LIEU : Zambie

RÉSUMÉ

Cette étude s'intéresse à l'expérience d'un agriculteur qui s'est mis avec succès à la production de semences en Zambie, un pays où les firmes de commercialisation des semences ont estimé que des cultures comme celles du haricot, du millet éléusine, du sorgho et du manioc des petits paysans, n'étaient pas commercialement intéressantes. La principale initiative inventive de cet agriculteur, Frank Mutupa, a été de produire des semences de haricot pendant la saison sèche. Il vit dans une région de cultures traditionnellement pluviales. « Planter des haricots pendant la saison des pluies est très imprévisible car, personne ne peut savoir quelle quantité de pluie tombera », déclare Frank quand on lui demande comment il en est arrivé à avoir cette idée. Son initiative a commencé en 1997 quand la famille a bénéficié d'une très bonne récolte de haricots et en surproduction. Ils ont alors planté quelques haricots dans le jardin pendant la saison sèche et ont constaté que cela marchait très bien. Ils avaient à arroser les haricots. La récolte fut bonne et les prix étaient élevés sur le marché. C'est devenu depuis, leur principale source de revenus. Cinq familles ont rejoint les Mutupa et pratiquent maintenant cette culture, et Frank s'inquiète

car si plus de personnes s'y mettent aussi, le problème du marché ne tardera pas à réapparaître. En attendant, les exploitations familiales sont moins sujettes aux maladies et aux invasions par les nuisibles, et bénéficient d'une production tout au long de l'année, et de bonnes récoltes. De plus, elles n'ont pas à avoir recours aux produits chimiques pour la conservation.

CONTACT :

Harvest Help - Plot 120 Kudu Rd Kabulonga - Box 37484 - Lusaka, ZAMBIA, Tel: (260-1) 265392
E-mail: esitambuli@zamnet.zm et esitambuli@hotmail.com

II- TITRE DE L'EXPÉRIENCE : Récolter plus, sur de petites surfaces. L'expérience de M.Petros Muzyamba d'un système de composte « zilindi »

AUTEURS: Emma Sithambuli et Petros Muzyamba

PAYS ET LIEU : Zambie

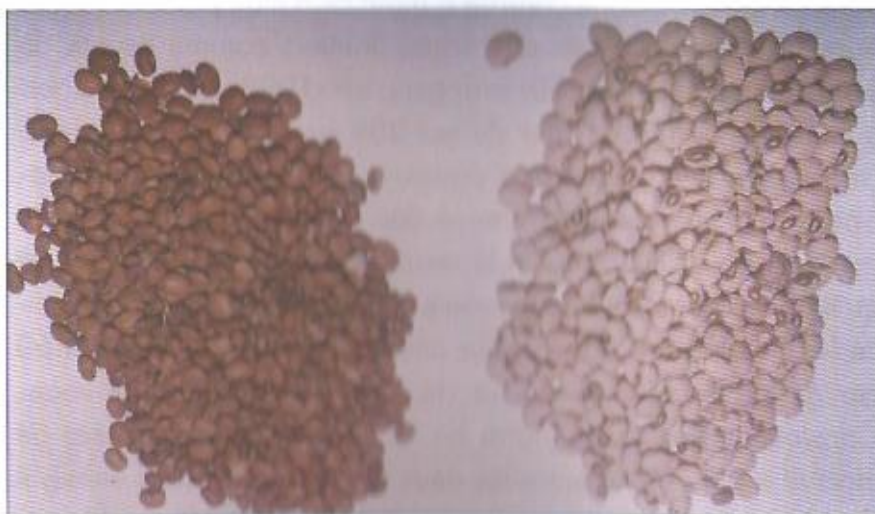
RÉSUMÉ

Le système de compostage «zilindi» du paysan Petros Muzyamba a montré son efficacité pour améliorer la fertilité et la conservation de l'eau. Celui-ci a développé cette technologie après l'augmentation des prix des engrais, la perte des animaux de traits sensibles à la «maladie du corridor» et la distribution tardive des intrants agricoles dans sa région en Zambie. Tout a débuté après qu'il ait perdu ses dix vaches des suites d'une maladie. Cela voulait dire la perte de la traction animale. Pour préparer la terre avec une charrue à main ce n'était pas commode. Aussi se mit-il à cultiver des arbres fruitiers comme source de subsistance. Parti de 10 orangers en 1990, Muzyamba est aujourd'hui (en 2001) fier de ses 209 orangers et 560 plants issus de graines, 130 arbres pawpaw, 92 manguiers, 50 eucalyptus, 5 citronniers. Il a creusé des trous et les a remplis de compost pour ses arbres et le résultat fut bon. Alors, il s'est dit qu'il pouvait aussi cultiver le maïs de la même façon. Il a modifié les cuvettes des arbres pour atteindre 120cm de large et 60 cm de profondeur et essaya de planter 16 plants de maïs. Constatant que les 16 plants ne lui fournissaient pas assez de maïs et que l'espace entre les deux «zilindis» était sous utilisé, il décida alors d'élargir les «zilindis» à 160 cm et 60 cm de profondeur pour abriter 20 plantes. Actuellement M.Muzyamba possède 1943 cuvettes et sa récolte bien au-dessus de la moyenne. Une des principales leçons qu'il a apprises, c'est qu'on peut récolter beaucoup sur de petites surfaces en utilisant ces

méthodes. Pendant la saison sèche, il cultive des légumes dans certaines cuvettes. Parfois, il plante du maïs autour des semis d'orangers, simplement pour utiliser l'espace disponible. Parmi les bénéfiques on peut citer : l'augmentation des rendements jusqu'à 8 tonnes à l'hectare, l'augmentation des revenus ; utilisation efficace des ressources locales et du recyclage des aliments ; la réduction de la dépendance vis-à-vis des engrais chimiques. Malheureusement, la technologie n'a pas été adoptée par les agriculteurs voisins, alors que d'autres très éloignés l'utilisent.

CONTACT :

Harvest Help - Plot 120 Kudu Rd Kabulonga - Box 37484 - Lusaka, ZAMBIA, Tel: (260-1) 265392
E-mail: esitambuli@zamnet.zm et esitambuli@hotmail.com



Graines de deux variétés de haricot, Cotonou, Bénin, Mars 2004

Zimbabwe

I- INTITULE DE L'EXPERIENCE : Le programme de permaculture des écoles et établissements du second degré. **SCOPE :** Etude de cas : l'école primaire St Magret's de Glenview et des collèges et lycées St Vincent et Kawondera.

AUTEUR : Linda Kabaira

PAYS : Zimbabwe

RESUME

Cette expérience dévoile une approche holistique des stratégies de gestion des ressources naturelles, qui place les élèves dans une position phare pour parvenir à une prise de conscience et à un entraînement des communautés voisines, quant à la gestion durable des ressources. Elle révèle le fait que les modes de vie traditionnels, depuis toujours et par principe, considérés comme sales et dépassés, doivent relever le défi et se renouveler en adoptant la technologie moderne et ses dangers, devenant ainsi victimes de leur propre succès. Le programme de permaculture des écoles et universités, a révélé différentes manières d'envisager un contexte d'apprentissage sain. Lors du travail en champs, il a été constaté que la phase de planification, la participation de la communauté locale étaient très bonnes, ce qui montre le lien de propriété ainsi que le lien entre les élèves, les coordinateurs et les ressources SCOPE. Plus récemment, les élèves des écoles ont été placés en position d'apprenants hors contexte. La mise en relation a, bien sûr, été faite avec des sujets pratiques, mais n'a jamais été appliquée dans le but d'obtenir des résultats. De manière générale, la question de la conservation des ressources, à travers ce programme, apparaît comme étant de première importance. Le

programme a commencé avec 18 établissements, en compte aujourd'hui 126 et projette d'engager 21 institutions tertiaires dans le futur. Ce programme s'oppose à l'école moderne au Zimbabwe qui se caractérise par un environnement considéré comme propre mais complètement dénudé, constitué de rien de plus que du goudron, des blocs de béton, des surfaces où la terre est complètement absente. La croyance simpliste de SCOPE, selon laquelle un environnement sain est important, révèle que « ce qui nous appartient à tous, pousse pour tous »

CONTACT :

PELUM Association –PO Box MP 1059, Mt Pleasant-Harare-
ZIMBABWE – Tel : (263-4) 744117 Fax : (263-4) 744470
Email : pelum@ecoweb.co.zw

PROJET "GROWING DIVERSITY" "EN CULTIVANT LA DIVERSITE"

Coordinateurs

Afrique du Nord
Robert Ali Brac de la Perrière (France)

Afrique de l'Ouest
Jeanne Zoundjihékpon (Bénin)

Coordinatrice internationale
Angela Cordeiro (Brésil)

Organisation partenaire en Afrique Australe et Orientale
PELUM-Participatory Ecological Land Use Management

Organisation ayant contribué au financement

GRAIN

[http : //www.grain.org](http://www.grain.org)

SSCN - Swedish Society for Nature Conservation

[http : //www.snf.se](http://www.snf.se)

Centro Internazionale Crocevia

[http : //spazioweb.inwind.it/crocevia](http://spazioweb.inwind.it/crocevia)

Bröt fuer die Welt

[http : //www.brot-fuer-die-welt.de](http://www.brot-fuer-die-welt.de)

Swissaid - [http : //www.swissaid.ch](http://www.swissaid.ch)

Novib - [http : //www.novib.nl](http://www.novib.nl)

IIED - International Institute for Environment and Development

[http : //www.iied.org](http://www.iied.org)

Misereor - [http : //www.misereor.org](http://www.misereor.org)

Ministry of Foreign Affairs, France

Equipe éditoriale

Angela Cordeiro (Brésil)

Alexis Vaughan (GRAIN - Royaume Uni)

Robert Ali Brac de la Perrière (Projet GD - BEDE - France)

Jeanne Zoundjihékpon (Projet GD - Bénin)

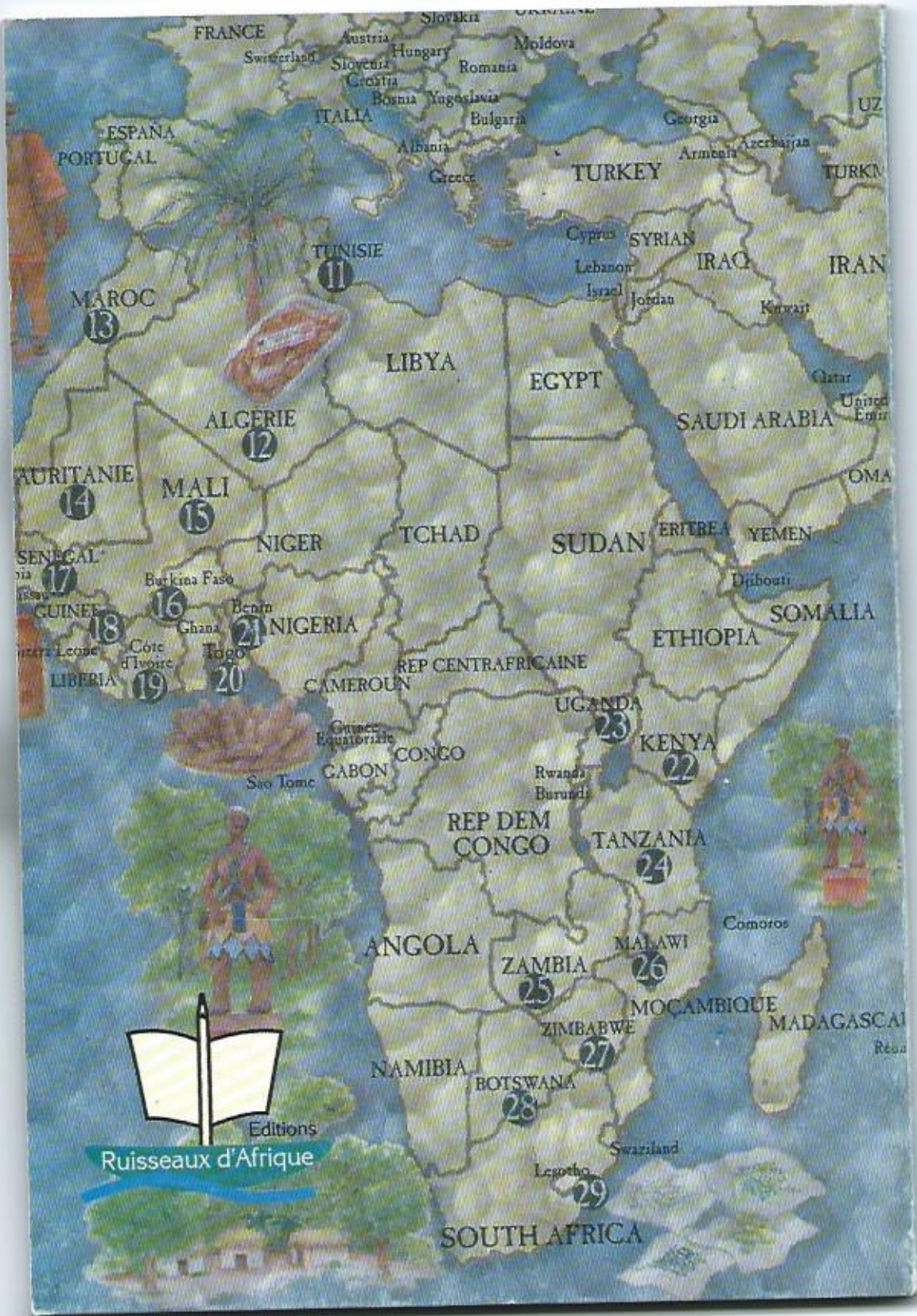
Mutizwa Mukute (PELUM - Zimbabwe)

Béatrice LALINON GBADO (Editions Ruisseaux d'Afrique)

Henk Hobbelink (GRAIN - Espagne)

Dépôt légal N° 2467 du 6 avril 2004
2^{ème} trimestre
Bibliothèque Nationale

Achevé d'imprimer en Avril 2004
sur les presses de IMPRIMEX
03 BP 2768 Tél. : 31 21 83
Cotonou - Bénin



Editions
Ruisseaux d'Afrique